

Eine Welt Un solo mondo Un seul monde

N° 1
MARS 2007
LE MAGAZINE DE LA DDC
SUR LE DÉVELOPPEMENT
ET LA COOPÉRATION

www.ddc.admin.ch

La région des Grands Lacs va-t-elle vers des temps meilleurs ?

La Sierra Leone, riche
et pauvre à la fois

Kenya: facteurs clés pour
l'autosuffisance d'un projet



DOSSIER



LES GRANDS LACS

Une région se prend à rêver d'un avenir commun

Un optimisme prudent règne aujourd'hui dans les pays des Grands Lacs, ravagés par des années de crises et de guerres

6

Les acteurs suisses font ménage à trois

Trois instruments de la solidarité suisse sont mis en œuvre simultanément

12

Ramener la paix, avant de punir les malfaiteurs

Un entretien avec Ibrahima Fall, représentant spécial du secrétaire général de l'ONU pour la région des Grands Lacs

14

Une adolescente qui fait bouger les choses

Au Népal, des enfants rédigent un journal mural et leurs articles produisent des effets étonnants

24

FORUM



L'Afrique n'a pas besoin d'éléphants blancs

Deux cas concrets illustrent les conditions à remplir pour qu'un projet continue à porter ses fruits après le retrait du donateur

26

À qui appartient la mer ?

L'écrivaine vietnamienne Phan Thi Vang Anh évoque les différences de classes dans son pays

29

Sommaire

HORIZONS



Un pays riche, mais ruiné par l'instabilité et la violence

Dix ans de guerre ont totalement paupérisé la Sierra Leone, qui possède pourtant un grand potentiel minier, agricole et touristique

16

Le courage d'être irrespectueux

La journaliste sierra-leonaise Williette John parle de sa profession

20

DDC

Des jeunes privés de perspectives

Le directeur de la DDC Walter Fust évoque une génération qu'il s'agit de prendre au sérieux

21

De maigres ressources à partager au Tchad

La Suisse plaide pour que l'aide internationale aux Soudanais réfugiés dans l'est du Tchad profite également aux populations autochtones

22

CULTURE



Une fenêtre ouverte sur d'autres cultures

Visions Sud Est ne se contente pas d'accorder des subventions aux films du Sud et de l'Est, mais leur garantit aussi d'être projetés en Suisse

30

Éditorial	3
Périscope	4
DDC interne	25
Au fait, qu'est-ce qu'un message ou un crédit de programme?	25
Service	33
Impressum	35

Un seul monde est édité par la Direction du développement et de la coopération (DDC), agence de coopération internationale intégrée au Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Cette revue n'est cependant pas une publication officielle au sens strict. D'autres opinions y sont également exprimées. C'est pourquoi les articles ne reflètent pas obligatoirement le point de vue de la DDC et des autorités fédérales.



Garder le cap

Il reste huit ans pour atteindre les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD). En 2000, la communauté internationale s'est engagée à réduire de moitié la pauvreté dans le monde d'ici 2015. Ce but ne peut être réalisé qu'en créant une vaste alliance entre les hommes et les femmes de tous les continents, quels que soient leur âge et leur profession. Au sein de l'administration fédérale, les OMD mobilisent surtout les collaborateurs et les collaboratrices de la DDC et de la Coopération économique au développement du Seco.

Faisant partie du Département fédéral des affaires étrangères, la DDC a été chargée par le Parlement et le Conseil fédéral de coordonner les efforts de la Suisse officielle en matière de coopération au développement et d'aide humanitaire. Nous nous efforçons de bien remplir ce mandat. Nous coordonnons nos activités avec les autres pays donateurs, nos pays partenaires, les instances de l'ONU, des organisations non gouvernementales suisses et étrangères, ainsi qu'avec l'administration fédérale. Bien entendu, il nous arrive aussi de commettre des erreurs. Pour les éviter, nous soumettons tous les cinq ans nos activités à un examen mené par d'autres agences gouvernementales de coopération. De plus, le Parlement vérifie régulièrement nos finances et notre gestion. Ces contrôles sont importants et indispensables. Nous sommes heureux que la grande majorité d'entre eux débouchent sur des constats positifs. Ils attestent notre efficacité, notre compétence et la durabilité de notre travail.

L'impact de la coopération au développement est de plus en plus débattu dans l'opinion publique, tant au niveau national

qu'international. C'est bien ainsi, car la mondialisation met en évidence les interdépendances, les influences et les conséquences des activités humaines sur tous les continents. À l'intérieur du village planétaire, la coopération au développement et l'aide humanitaire de la Confédération s'efforcent d'améliorer la vie des habitants dans les quartiers les plus pauvres. Nous sommes persuadés que ces efforts contribuent également au bien-être futur de la Suisse.

Une fois n'est pas coutume, je termine par des remerciements. Chères lectrices, chers lecteurs, nous espérons qu'*Un seul monde* vous offre un bon aperçu de nos activités et de la coopération au développement en général. Les articles sont rédigés en premier lieu par Gabriela Neuhaus, Maria Rosselli et Jane-Lise Schneeberger, tandis que Beat Felber assure la coordination rédactionnelle et la production. Comme le confirment les nombreuses réactions que nous recevons de l'extérieur, ces quatre journalistes font du très bon travail. Ils parviennent à rendre clairs et intelligibles des thèmes extrêmement complexes. Et ils assurent à notre magazine une objectivité que nous, collaborateurs de la DDC, ne serions pas à même de garantir, pour des raisons évidentes. C'est à ces quatre personnes et aux autres auteurs externes que nous voulons adresser – pour une fois publiquement – nos chaleureux remerciements.

Harry Sivec

Chef médias et communication DDC

(De l'allemand)



Ron Gillig / Shutterstock

Renaissance de l'ananas ghanéen

(bf) La culture de l'ananas a connu récemment un véritable boom au Ghana. Ce succès profite aussi aux couches défavorisées de la population. Au début des années 80, les exportations vers l'Europe avoisinaient 2000 tonnes par an. En 2006, elles ont dépassé 50 000 tonnes. Il y a plusieurs années, la demande des supermarchés européens s'est orientée vers la variété MD2, plus sucrée et plus tendre que les ananas produits au Ghana à l'époque. Le gouvernement a alors lancé un programme de plus de 2 millions de dollars visant à promouvoir la culture du MD2. Parallèlement, il a mis sur pied une stratégie de développement du secteur privé et un plan d'action : tandis que les petits paysans recevaient des crédits pour remplacer leurs anciennes plantations, on améliorerait les moyens de transport et d'entreposage. Étant donné que 80% de la pauvreté se concentre sur les zones rurales, le Ghana se doit de moderniser son agriculture pour progresser sur la voie du développement économique.

Lettre volante

(bf) Pour utiliser les nouvelles technologies de la communication, les Africains devaient jusqu'ici posséder de solides connaissances des langues étran-

gères. Jugeant que l'Afrique constitue un marché prometteur, les fabricants se mettent à « localiser » leurs logiciels, c'est-à-dire à les adapter aux langues et cultures locales. En 2004, Google a traduit son célèbre moteur de recherche en swahili, la principale langue véhiculaire du continent. Il a été imité l'année suivante par Microsoft, qui a « localisé » en swahili sa suite bureautique Office et son système d'exploitation Windows. Près de 100 millions d'utilisateurs potentiels, en Afrique centrale et orientale, pourront lire des expressions comme *banua pepe* (lettre volante) pour « courriel » ou *panya* pour « souris » dans les programmes et l'assistance en ligne. Microsoft a déjà entamé la localisation de ses programmes dans d'autres langues africaines, notamment le

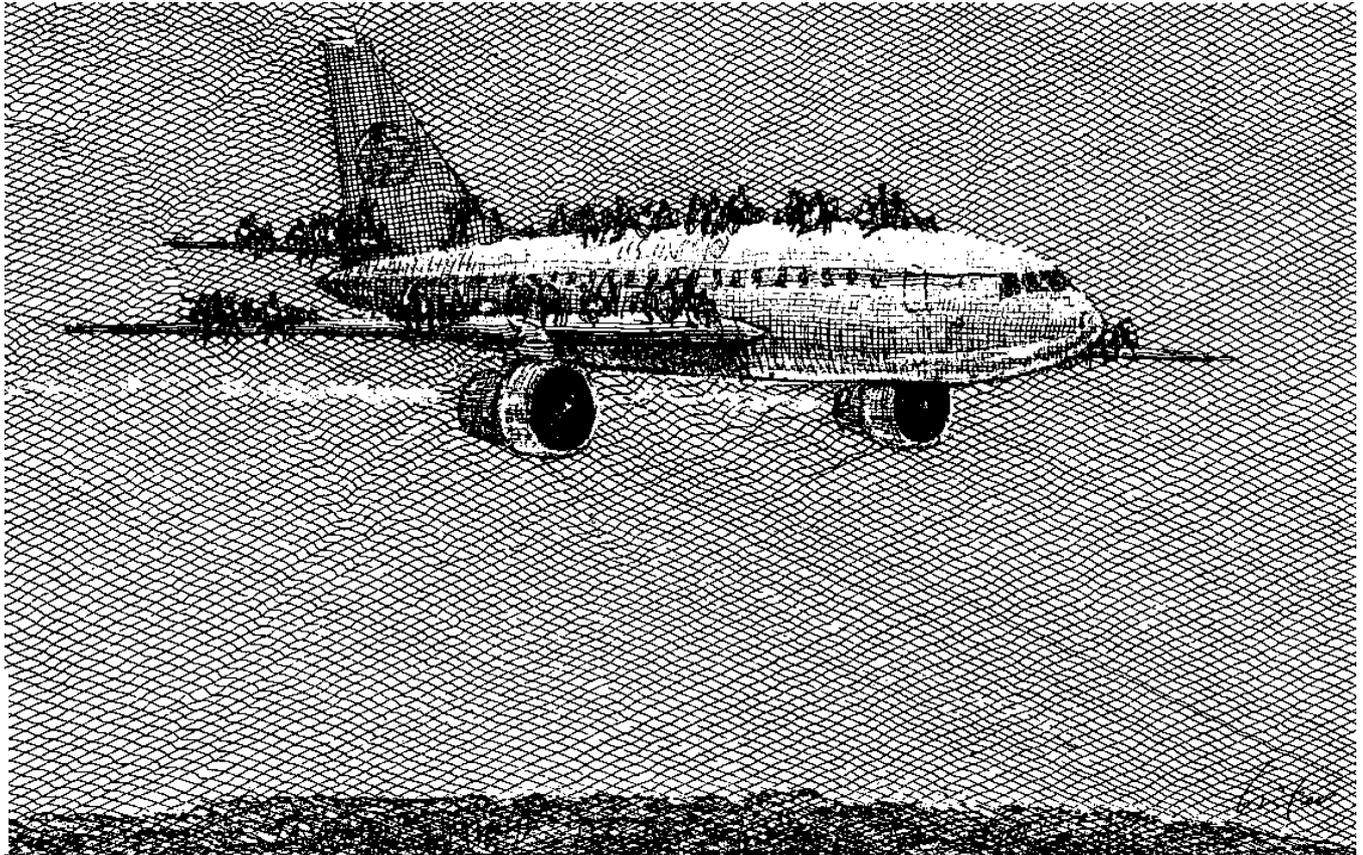
zoulou (Afrique du Sud), le wolof (Sénégal) et le haoussa (Nigeria). Le leader de la branche informatique estime que le marché africain est celui qui croît le plus rapidement. L'an dernier, il a conclu des contrats de coopération avec dix gouvernements africains pour appuyer des écoles et des centres de formation.

Un émigré en Europe pour dix en Afrique

(jls) Les migrations intrarégionales en Afrique de l'Ouest sont dix fois plus importantes que celles vers l'Europe : pour 770 000 émigrés établis en Europe, on en recense 7,5 millions qui ont choisi de s'installer dans un autre pays d'Afrique occidentale. Le phénomène s'explique par le fort accroissement de la population. Celle-ci a plus que triplé en 45 ans, atteignant 290 millions d'habitants. L'exode rural a décuplé le nombre de citadins. Les zones désertifiées du Sahel se sont vidées au profit des régions côtières. Cette grande mobilité des populations a été facilitée par la libre circulation des personnes au sein de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest. Les flux migratoires ne vont probablement pas se ralentir au cours des prochaines décennies. Seule une infime mino-



Conduita Kreple / agencia



Dessin de Martini Lefter

Omnibus

rité de migrants partiront pour l'Europe et l'Amérique. La plupart s'installeront surtout dans les villes de la région, en particulier les villes secondaires, et dans les zones rurales peu peuplées, comme celles où l'onchocercose a été récemment éradiquée.

Du riz insubmersible

(bf) Le riz constitue l'aliment de base pour plus de trois milliards d'êtres humains. Cette plante nécessite beaucoup d'eau, mais la plupart des variétés ne survivent généralement pas plus de quelques jours lorsqu'elles sont totalement submergées. Les crues et les inondations, qui ne cessent de se multiplier dans le monde, engendrent dans les rizières des dommages estimés à un milliard de dollars par année. Ces dégâts touchent plus de 70 millions de paysans, dont la plupart vivent dans les pays en dé-

veloppement. Dans le cadre d'un projet de recherche commun, des scientifiques de l'Institut international de recherche sur le riz (IRRI), aux Philippines, et de l'Université de Californie ont identifié un gène qui permet au riz de supporter une immersion prolongée sans que la récolte ne

s'en ressente trop. Ce gène a ensuite été transmis par croisement au riz Swarna. Cette variété est très répandue, mais sensible aux inondations. Elle est cultivée en Inde et au Bangladesh. Les premiers tests sont encourageants : les plants ont survécu à une inondation de deux semaines, en conservant leur rendement élevé et leur qualité agronomique.

Une occasion historique

(bf) Selon de récentes données, 88% des enfants dans les pays les plus pauvres du monde sont scolarisés, alors que ce taux n'atteignait que 50% en 1970. Le *Rapport sur le développement dans le monde 2007*, publié par la Banque mondiale, montre par ailleurs que la proportion de jeunes âgés de 15 à 24 ans a atteint son niveau le plus élevé de l'histoire. Le moment n'a donc jamais été aussi propice pour arracher les pays en développe-

ment à la pauvreté en investissant dans la nouvelle génération. Selon des calculs réalisés pour le Kenya, un programme de formation sur 30 ans générerait des bénéficiaires de 2 à 3,5 fois supérieurs à ses coûts. En parallèle, les auteurs du rapport plaident pour une libéralisation du commerce et du marché du travail. Il faut inciter les jeunes et les parents à investir eux-mêmes dans leur avenir. L'occasion qui se présente aujourd'hui est unique, car la proportion de jeunes ne restera pas longtemps à un niveau record. Et les pays qui ne saisiront pas cette occasion risquent de rater le train du développement économique.



Nigel Dickinson / Still Pictures

Une région se prend à rêver



DOSSIER

Rwanda

Après avoir été secouée par des guerres et des crises, la région des Grands Lacs, au cœur de l'Afrique, est-elle sur la voie de l'apaisement? Divers signes laissent du moins transparaître une volonté de résoudre ensemble les problèmes communs. Ils permettent d'espérer que la région échappera aux malheurs de la décennie écoulée. De Peter Baumgartner*.

d'un avenir commun



Renaud / lat

«Pas de guerre = paix». On a pu voir ce graffiti pâlir au fil des années sur une cabane en tôle, au bord de la route défoncée qui relie Bujumbura, la capitale burundaise, à la petite ville congolaise d'Uvira. Il fait penser aux slogans scandés au début des années 80 dans les capitales européennes lors de manifestations géantes contre les armes

nucléaires, et qui disaient en substance: «L'absence de guerre, ce n'est pas encore la paix.»

La définition d'un terme dépend (entre autres) de la situation dans laquelle on se trouve. Dans les Grands Lacs, des millions de gens s'estiment déjà heureux quand les armes se taisent. Au cours des quinze dernières années, aucune autre région d'Afrique (voir carte p.9) n'a focalisé à ce point l'attention de l'opinion mondiale par ses conflits, suscité autant d'actions de secours et d'interventions onusiennes, ou fourni davantage d'arguments aux «afropessimistes». Ses lacs, ses montagnes et ses paysages onduoyants parsemés de forêts, de villages et de bourgades, son climat tempéré par l'altitude en font l'une des contrées les plus séduisantes de tout le continent.

Lutte pour la suprématie régionale

Durant ces quinze années, les actes de violence et les conséquences indirectes des affrontements militaires ont fait plus de morts dans les Grands Lacs que tous les conflits survenus en Afrique depuis les indépendances, au début des années 60. Même avec une estimation prudente, on dépasse facilement la barre des cinq millions de victimes.

Il ne faut pas chercher l'explication de cette tragédie transfrontalière uniquement dans les mouvements d'expansion ethnique ayant suivi le génocide de 1994 au Rwanda, qui s'est soldé par le massacre de 800 000 personnes appartenant à la minorité tutsi. Il ne faut pas non plus l'attribuer seulement à la convoitise suscitée par les richesses minières congolaises ou à la paralysie du Zaïre en déliquescence – tel était le nom de la République démocratique du Congo (RDC) à l'époque du dictateur et kleptomane Mobutu Sese Seko. C'est plutôt la combinaison de ces trois facteurs, ainsi que la rivalité ougando-rwandaise pour la suprématie régionale, qui ont plongé dans une gigantesque crise la région des Grands Lacs, caractérisée par un tissu dense et complexe de relations sociales, politiques, économiques et ethniques. Les événements survenant dans l'un des pays impliqués ont inévitablement des répercussions chez ses voisins; de sorte que seule l'approche régionale peut véritablement contribuer à la reconstruction et déboucher sur une paix durable.

L'extension ethnique du conflit a été conjurée

Aujourd'hui, la région donne des signes manifestes de stabilisation et d'apaisement, même si l'on ne sait pas encore comment les élites politiques congolaises réagiront au résultat des élections pré-

Les plus célèbres tambours d'Afrique

Les Batimbos, illustres tambours du Burundi, sont les maîtres incontestés de leur art. On peut avoir les oreilles qui bourdonnent en les écoutant, mais ils fascinent autant par l'agilité de leurs doigts sur les peaux tendues à l'extrême que par la perfection des intermédiaires acrobatiques qui accompagnent leurs percussions. Ces instruments sont un héritage culturel important du Burundi. Ils sont fabriqués dans du bois d'umuvugangoma, littéralement: l'arbre qui confère au tambour sa résonance. Ils avaient autrefois un caractère sacré. Associés au roi en tant que symbole de fertilité et de prospérité, ils éveillaient des associations d'idées en conséquence: la peau du tambour évoquait les langes du bébé, ses pieds les seins de la mère, tandis que le corps de l'instrument faisait penser à un ventre. Depuis la fin de la guerre civile, les Batimbos symbolisent aussi l'unité du Burundi. Quand ces musiciens parcourent le pays en portant leur tambour sur la tête, à la manière traditionnelle, ils sont salués avec joie et respect. Comme des messagers de paix.

Les traces des conflits armés sont visibles partout: orphelins de guerre au Rwanda (à droite), miliciens en République démocratique du Congo (RDC) et réfugiés hutus sur le chemin de retour vers le Rwanda



Cornelia Kopcke / agenda

L'argent des gorilles

François est guide touristique au Parc national des volcans, au Rwanda. Il sait tout sur les gorilles. Quand il parle avec eux en émettant des sons gutturaux, quand les grands singes le regardent de leurs yeux sombres, tout en surveillant leurs petits qui gambadent entre les bambous, on saisit bien ce que François veut dire par ces mots: «D'autres se sont occupés des gens pendant la guerre; moi, c'étaient les gorilles.»

Après le génocide au Rwanda, des groupes armés sillonnaient la chaîne montagneuse des Virunga, dans la zone frontalière entre le Rwanda, le Congo et l'Ouganda. Leur présence n'a fait qu'augmenter les craintes pour les gorilles de montagne qui peuplent la région. Mais des organisations internationales de protection des animaux ont continué d'aider et les villageois ont combattu les braconniers. Ils en récoltent aujourd'hui les fruits: les touristes viennent observer les primates, selon des règles strictes et dans de bonnes conditions; cet afflux constitue une source importante de revenus pour les villages avoisinants. Nouvelle réjouissante: la population de gorilles a augmenté dans les monts Virunga; elle atteint maintenant quelque 700 individus.



Anniele Uther / Still Pictures



Ulurucock / seif

sidentiels. Un indice est révélateur à cet égard: le Rwanda a confirmé officiellement qu'il ne se sent plus menacé par les rebelles hutus basés dans les provinces congolaises du Nord-Kivu et du Sud-Kivu.

Après le génocide perpétré au Rwanda, environ 700 000 Hutus, craignant des représailles, ont fui durant l'été 1994 vers le Zaïre voisin. Parmi eux se trouvaient des soldats de l'ancienne armée rwandaise et quelques dizaines d'extrémistes appartenant aux Interahamwe, ces milices de sinistre mémoire qui ont joué un rôle central dans la tentative d'extermination des Tutsis. Très vite, des attaques ciblées ont visé les Tutsis dans la zone frontalière du Congo. Puis les miliciens hutus ont porté leurs incursions sur les territoires du Rwanda et de l'Ouganda, donnant ainsi une ampleur régionale au conflit ethnique rwandais.

Cette menace latente fut la cause immédiate de la guerre de 1996-1997 qui a conduit à chasser le régime de Mobutu et aussi, jusqu'à un certain point, de la seconde rébellion (avortée) contre son suc-

cesseur Laurent Kabila en 1998. Ces deux opérations ont été lancées à partir du Rwanda et de l'Ouganda, qui avaient des visées sur les richesses minières du Congo. Selon un rapport de l'ONU, le Rwanda a financé la guerre et l'occupation des deux Kivu par l'exploitation illégale du coltan (un minéral) au Congo, tandis que l'Ouganda privatisait les pillages: les dirigeants de l'armée ougandaise ont accumulé des fortunes grâce aux mines d'or, de diamants et à l'abattage de bois précieux.

Rwanda et Burundi remontent la pente

Si l'on songe aux atrocités de 1994, le Rwanda a remarquablement redressé la situation, et pas seulement sur le plan de la croissance économique (5,2 pour cent en 2006). Ce pays s'emploie fermement à faire en sorte que la division ethnique entre Hutus et Tutsis soit effacée une fois pour toutes de la conscience collective. Le simple fait de mentionner l'appartenance ethnique est désormais tabou. Il s'agit d'un délit de «divisionnisme», passible d'une sanction pénale. Mais dans la vie politique



Région des Grands Lacs

Burundi, Bujumbura
8,1 millions d'habitants
25 650 km²

République démocratique du Congo (RDC), Kinshasa
62,6 millions d'habitants
2 267 600 km²

Rwanda, Kigali
8,6 millions d'habitants
24 948 km²

Tanzanie, Dar es Salaam
37,4 millions d'habitants
886 037 km²

Ouganda, Kampala
28,2 millions d'habitants
199 710 km²

Rien ne vaut le matoke!

En Ouganda, le meilleur restaurant peut offrir les plats les plus délicieux du monde, et les accompagner de montagnes de frites, de riz ou de pâtes... Mais si le *matoke* ne figure pas sur la carte, l'aubergiste perd toute crédibilité. Cette banane plantain, fruit du *Musa paradisiaca*, est un aliment de base aussi populaire en Ouganda que l'*ugali*, une bouillie de maïs, dans le Kenya voisin. On en voit pousser quelques plants devant presque chaque maison ougandaise. Il peut se cuire à l'étuvée ou en purée (comme des pommes de terre), rôti ou grillé. Un repas sans *matoke* n'est pas un vrai repas en Ouganda. Ce pays en récolte annuellement 9,4 millions de tonnes. La légende veut que Kintu, le premier habitant de la planète, ait apporté avec lui la fameuse banane. Pas seulement en Ouganda, bien sûr : dans le vaste bassin du fleuve Congo, ce plat est connu sous le nom de *makemba*. L'hôte qui n'a rien à offrir au visiteur survenant à l'improviste se rabat vite sur le *matoke* : quelques bananes grillées à la hâte feront un excellent accueil.

au quotidien, cette loi est de plus en plus utilisée comme outil de répression contre les critiques du régime et les journalistes. Bien que le gouvernement bénéficie d'un large soutien public, on voit bien que les destinées du pays sont contrôlées par l'entourage du président Paul Kagame. Les Tutsis revenus d'exil donnent le ton dans les activités économiques et font étalage de leur position dominante.

La situation est analogue au Burundi, le petit pays voisin. La répartition ethnique (85 pour cent de Hutus et 14 pour cent de Tutsis) pose les mêmes problèmes qu'au Rwanda. La guerre civile, qui avait éclaté en 1993 et fait quelque 300 000 victimes, a officiellement pris fin en mars 2006. Le partage du pouvoir entre les deux ethnies répond à une clé de répartition subtile, qui tient compte de la position majoritaire des Hutus, mais aussi des besoins de sécurité de la minorité tutsie. C'est une paix labile, menacée par les durs des deux camps. Cela n'a pas empêché les paysans de quitter les camps de réfugiés pour revenir, pleins de confiance, dans leurs

collines. Depuis que les armes se sont tues, ils essaient de reprendre une vie normale

Beaucoup d'habitants, peu de terres

La question du développement démographique affecte de la même manière les deux pays. Mais elle n'est pas débattue publiquement, en raison de ses implications ethniques. Le Rwanda est le pays le plus densément peuplé d'Afrique, avec 355 habitants/km² (Suisse : 182). Il est suivi par le Burundi. L'un et l'autre comptent près de 500 personnes par km² dans les zones d'exploitation agricole intensive, un chiffre élevé pour des pays qui dépendent à presque 90 pour cent de l'agriculture. Le regard se porte automatiquement vers le Congo voisin, qui semble presque désert avec une densité de 21 habitants/km²; de plus, les deux Kivu sont tournés économiquement (et jusqu'à un certain point, culturellement) vers le Rwanda et le Burundi, beaucoup plus que vers la partie occidentale du Congo. Par la force des choses : depuis le règne ruineux de Mobutu, les routes vers l'Ouest ont été



Poemers / laif



Grabky / laif



Kaiser / laif



Sasse / laif

La population des Grands Lacs regarde l'avenir avec un optimisme prudent. Lentement, la vie reprend ses droits et chacun vaque à ses occupations, que ce soit la reconstruction de maisons, la lessive, le transport de bananes ou la recherche d'or.

Bête de somme à deux roues

Sur les petites routes du Kivu, dans l'est du Congo, on rencontre souvent des véhicules qui feraient honneur à n'importe quel musée d'art populaire ou des transports : de robustes trottinettes, construites entièrement en bois. Elles témoignent d'une grande habileté artisanale et de l'inventivité humaine lorsqu'il s'agit de se faciliter le travail. Ces « mobylettes », comme on les appelle au Kivu, représentent le camion à deux roues des gens modestes. Elles transportent facilement deux ou trois sacs de pommes de terre ou d'ignames, et circulent même sur les pistes autrefois carrossables qui sont devenues d'étroits sentiers pédestres par manque d'entretien. Elles ne sont pas faciles à piloter. La charge oblige à avancer lentement, le plus souvent en marchant péniblement à côté du véhicule. Cela donne aux gamins l'occasion de gagner quelques sous : ils attendent au bas des pentes et aident les propriétaires de mobylettes à pousser leur engin à la montée.

envahies par la brousse. Avec de la chance, il faut compter un bon mois pour atteindre la capitale Kinshasa, située à 1200 km.

Les colonialistes belges encourageaient déjà l'immigration depuis le Rwanda et le Burundi. En 1960, plus de la moitié des habitants du Nord-Kivu étaient d'origine rwandaise ; cette proportion était d'un quart dans le Sud-Kivu. L'afflux de réfugiés rwandais et burundais s'est accéléré au cours des trois décennies suivantes. Et même si les conflits ouverts étaient rares, cette immigration provoquait de la méfiance à l'égard du Rwanda. Lorsque celui-ci a déclenché la seconde rébellion au Congo en 1998, cette fois contre Laurent Kabila, et qu'il a occupé les deux Kivu, la population locale y a vu une tentative des Tutsis rwandais de rétablir leur ancien empire et de rattacher ces deux provinces au territoire du Rwanda.

Partenaires déchirés

La deuxième guerre du Congo (1998-2003) a plongé les deux Kivu et l'Ituri dans la violence et l'anarchie. Par moments, plus d'une vingtaine de factions combattantes semaient le chaos et harcelaient la population civile. Tout le monde se battait contre tout le monde pour gagner en pouvoir et en influence, pour mettre la main sur des ressources minières. La situation s'est encore aggravée avec la rupture de l'alliance entre le Rwanda et l'Ouganda. Non contentes de s'affronter sur le sol congolais, ces deux nations ont appuyé différents groupes rebelles, selon la devise « l'ennemi de mon ennemi est mon ami ». Elles continuent au-

jourd'hui d'entretenir ainsi le désordre en Ituri, tout en protestant du contraire.

Rien n'a changé dans l'extrême hostilité qui oppose le président ougandais Yoweri Museveni à son homologue rwandais Paul Kagame. Il semble tout de même que le premier ait renoncé à ses plans d'expansion – contrecarrés par le second – dans la région des Grands Lacs et qu'il se concentre sur ses problèmes intérieurs. Le fait que des paysans commencent maintenant à quitter les camps de réfugiés pour retrouver leurs villages dans le nord de l'Ouganda peut être considéré comme un signe d'espoir.

Acheter les opposants

Depuis les accords de paix et l'arrivée au pouvoir en juin 2003 du gouvernement de transition chapeauté par le président Joseph Kabila, la RDC connaît un essor remarquable. Hélas, la population n'en profite guère jusqu'à présent. La croissance économique d'environ 6 pour cent est due à la hausse des exportations de matières premières, qui a fortement accru les recettes fiscales.

L'est du Congo s'est considérablement apaisé ces derniers temps. Petit à petit, l'État central reprend pied dans les deux Kivu. Il s'efforce également de réaffirmer son autorité en Ituri, mais de manière moins efficace. La présence des troupes onusiennes explique en partie cette évolution, même s'il leur a fallu quatre ans pour prendre vraiment au sérieux leur mandat fondamental, à savoir protéger la population civile. Mais le principal facteur de pacification a été l'intégration des dirigeants rebelles et



De jeunes Congolaises pêchent à l'aide de bouteilles et nettoient le poisson sur place

autres chefs de bandes dans le gouvernement et les cadres de l'armée, une mesure qui leur a donné accès aux ressources financières de l'État. On a donc acheté les leaders pour faire taire les armes. Ce faisant, on a aussi pris le risque que des cadres subalternes, repartis les mains vides, se mettent tout à coup à sévir avec leurs propres groupes armés. C'est ce qui se passe encore aujourd'hui en Ituri.

Érigée en système sous le régime de Mobutu, l'habitude d'acheter les opposants fait partie des institutions congolaises, de même que l'État est considéré comme la propriété privée de ses dignitaires. Cela ne va sans doute pas changer si vite à l'avenir. Dans le cas de l'est congolais, c'est le prix à payer pour une sorte de paix ou, plutôt, une situation de non-guerre. Un prix élevé sur le plan financier, mais aussi politique : un État de droit digne de ce nom aurait poursuivi pour crimes de guerre quelques-uns des personnages qui ont ainsi obtenu – et vont encore obtenir – des postes, de l'influence et un enrichissement personnel.

Efforts régionaux

Les dernières élections ont transformé la RDC. Les Congolais et les Congolaises ont réalisé que les armes ne sont pas seules à pouvoir agir, que le bulletin de vote a son importance, si ce n'est immédiatement, du moins en l'espace de cinq ou dix ans. Quatre décennies sous le règne de Mobutu et cinq années de guerre civile ne peuvent être effacées du jour au lendemain. Elles affecteront longtemps encore les institutions politiques et la situation économique. Selon des estimations de la Banque mon-

diale, il faudra cinquante ans au Congo pour retrouver le niveau de développement qu'il avait en 1960, l'année de l'indépendance.

Trois projets de coopération régionale alimentent des espoirs prudents : la conférence internationale consacrée aux Grands Lacs ; la Commission tripartite, que la RDC, le Rwanda et l'Ouganda ont créée afin de rétablir la confiance, et qui a été entretemps élargie au Burundi ; enfin, l'accord des trois pays pour combattre l'exploitation illégale des richesses minières. Si la communauté internationale fournit vraiment l'aide promise, si elle est déterminée à contrôler sérieusement l'affectation des fonds destinés à la reconstruction, et si elle met un terme au comportement parfois délétère des groupes miniers occidentaux, cette belle contrée pourrait se rétablir du désastre qu'elle a subi durant les quinze dernières années. ■

** Peter Baumgartner est un journaliste suisse établi à Nairobi. De 1994 à 2004, il a été correspondant en Afrique du quotidien «Tages-Anzeiger» de Zurich. Depuis avril 2005, il publie le périodique «The Organic Farmer», destiné aux petits paysans kenyans.*

(De l'allemand)

Le fleuve Congo en vedette

C'est le film d'une région : avec *Congo river*, le cinéaste belge Thierry Michel nous fait vivre un voyage fascinant de l'embouchure à la source du Congo, le plus grand bassin fluvial du monde. Ce film sera diffusé en mars dans les cinémas suisses. Le spectateur y découvre la mythologie du fleuve, il se familiarise avec toutes les facettes de la vie quotidienne au fil de l'eau et rencontre les figures légendaires qui ont marqué l'histoire au cœur de l'Afrique : des explorateurs comme David Livingstone et Sir Henry Morton Stanley, des rois de l'ère coloniale et des leaders africains tels que Lumumba, Mobutu et Kabila. Les films de Thierry Michel sont une critique acerbe du colonialisme et mettent en évidence le caractère relatif de notre perception du continent noir. Porté par le désir de comprendre l'histoire et le destin de l'Afrique, le cinéaste poursuit sa quête en remontant jusqu'à la source de ce fleuve de 4374 kilomètres.

Dates de projection dans les cinémas : www.trigon-film.org

Les acteurs suisses font ménage à trois

Encouragée par les signes de normalisation dans les Grands Lacs, la Suisse va compléter son aide humanitaire en lançant des programmes de développement à l'échelle régionale. Parallèlement, elle intensifie ses actions de promotion de la paix. Trois instruments de la politique étrangère suisse seront ainsi mis en œuvre simultanément dans cette région. De Jane-Lise Schneeberger.



Giacomo Pirozzi / Panos / Strates

Engagement suisse en 2006

Pour l'année 2006, la Suisse a octroyé une aide d'environ 46 millions de francs à la région des Grands Lacs. Près de la moitié de cette somme représentait la contribution de la Confédération aux missions internationales de maintien de la paix au Burundi et en RDC. L'aide humanitaire a consacré 15,2 millions de francs à ses opérations au Burundi, en RDC et en Ouganda. Environ 9 millions de francs ont été alloués à l'aide au développement, qui se concentre pour l'instant sur le Rwanda et le Burundi. Enfin, un montant de 1,1 million de francs a financé les mesures civiles de promotion de la paix, mises en œuvre au Burundi et en RDC par la Division politique IV – Sécurité humaine du DFAE.

L'Aide humanitaire de la DDC est active dans les Grands Lacs depuis 1994. Elle a secouru les victimes du génocide rwandais, puis celles des guerres survenues au Burundi et en République démocratique du Congo (RDC). Son bureau de Bujumbura, au Burundi, gère aujourd'hui un programme régional qui porte sur l'aide aux victimes des conflits, le retour des réfugiés et des personnes déplacées, la sécurité alimentaire et la reconstruction. Si de nombreuses populations dépendent encore de l'aide humanitaire, le contexte actuel permet d'enclencher la dynamique du développement. Le domaine Coopération au développement de la DDC, qui a pu reprendre ses activités au Rwanda en 1998 déjà, a décidé récemment de donner une envergure régionale à ce programme, axé sur la santé, la gouvernance et le soutien à des initiatives régionales. « Cette approche s'impose, car les conflits et les dynamiques de développement dépassent les frontières nationales. Maintenant que la situation s'est apaisée, nous allons pouvoir la concrétiser », explique Yvan Pasteur, chargé de pro-

gramme pour les Grands Lacs. La première étape se réalise dans la province de Ngozi, au Burundi : des projets d'appui à la santé de base ont débuté en août dernier. Si tout va bien, d'autres actions démarreront dans une province de l'est du Congo en 2007.

Punir les crimes liés au conflit

La Suisse agit également au niveau politique pour promouvoir la paix, les droits de l'homme et prévenir de nouvelles flambées de violence. Le mandat en incombe à la Division politique IV (DPIV) du Département fédéral des affaires étrangères, qui renforce son action dans la région. Marc George, conseiller pour les questions de sécurité humaine, est basé depuis septembre dernier à Bujumbura. Il met en œuvre le programme régional de la DPIV, qui se centre pour l'instant sur le Burundi : la Suisse soutiendra notamment le désarmement des milices, la collecte des armes légères détenues par des civils, ainsi que la création d'une Commission Vérité et Réconciliation. « Aucun processus de paix

ne peut réussir sans un travail sur le passé. Au Burundi, contrairement à ce qui s'est fait en Afrique du Sud, ces démarches ne devraient pas se limiter au pardon et à la réconciliation. Les crimes de guerre, contre l'humanité et de génocide devront être punis», explique Marc George. Par la suite, la DPIV appuiera également la justice de transition dans l'est du Congo, région qui a été le théâtre d'innombrables violations des droits de l'homme. En re-

core sur place dans dix ans.» Le retrait de l'aide d'urgence se prépare déjà durant la phase de transition entre la guerre et la paix. «Il est temps de construire un pont vers le développement», ajoute M. Anhorn.

Poursuite de l'aide aux victimes de viols

Sans être nécessairement présente dans les mêmes régions que l'aide humanitaire, la coopération tra-



Roemans / Iaiif



Roemans / Iaiif



Massaner / Iaiif



Cordula Kropke / agenda

vanche, elle ne prévoit pas d'appui aux *gacacas*, ces juridictions traditionnelles qui jugent les responsables du génocide au Rwanda. La DDC a décidé en 2006 de stopper son aide à ce processus.

Pont vers le développement

Un «cadre de coordination», formulé conjointement en 2006, permet aux trois intervenants suisses de dégager des synergies, d'éviter des chevauchements et d'assurer la complémentarité de leurs opérations. Il est plutôt rare que ces trois instruments du DFAE interviennent simultanément, de manière concertée et coordonnée. Pour Roland Anhorn, responsable de l'aide humanitaire dans les Grands Lacs, une telle configuration est la seule manière de contribuer efficacement à la solution durable des crises: «L'aide humanitaire porte secours aux victimes et leur donne des outils pour redémarrer une activité économique. Mais elle n'a guère d'influence sur ceux qui sont à l'origine de la guerre. Si les milieux politiques n'ont pas la volonté de trouver des solutions, les humanitaires seront en-

vaillera sur des problématiques similaires. Ainsi, elle reprendra plusieurs composantes du programme humanitaire lancé en 2002 pour aider les femmes et les filles violées par des miliciens. À Ngozi, elle entend renforcer le système de santé, afin que celui-ci ait les capacités de prendre en charge les victimes sur le plan médical et psychosocial.

Les composantes juridiques du programme humanitaire «Femmes et enfants victimes de violences» seront relayées tant par la coopération que par la DPIV, en fonction de leurs spécificités. Il s'agit en l'occurrence de financer des conseillers juridiques qui aident les victimes à poursuivre pénalement leurs agresseurs, mais aussi d'exercer des pressions politiques pour que la législation reconnaisse le délit de viol. Les capacités des tribunaux doivent également être renforcées. «La qualité de l'appareil judiciaire est un problème crucial», souligne Yvan Pasteur. «À quoi bon améliorer l'accès à une mauvaise justice?» ■

Triple soutien à la radio de la paix

Durant les années de guerre, la radio était le seul média disponible dans l'est du Congo. Parmi d'autres stations, Radio Okapi offrait la meilleure garantie d'impartialité. Créé par la Mission de l'ONU au Congo (Monuc) et géré par la fondation suisse Hirondelle, ce réseau de radios couvre l'ensemble du territoire congolais. Au cours des derniers mois, il s'est concentré sur le processus électoral. La Suisse verse à Radio Okapi un million de francs par an. Cette contribution est partagée entre trois acteurs du DFAE, dont l'appui est justifié par leurs mandats respectifs. La Division politique IV soutient Okapi parce que cette radio a pour vocation d'informer sur le processus de transition, la consolidation de la paix et le déroulement des élections. Pour l'Aide humanitaire de la DDC, il est essentiel que les victimes d'une crise puissent recevoir des informations sur les questions liées à la sécurité et aux secours. Le domaine Coopération au développement de la DDC estime qu'un émetteur indépendant est nécessaire pour garantir un dialogue démocratique. Il appuie la pérennisation de Radio Okapi après le départ de la Monuc et son intégration dans le paysage médiatique congolais.

Ramener la paix, avant de punir

Depuis juillet 2002, le Sénégalais Ibrahima Fall est représentant spécial du secrétaire général des Nations Unies pour la région des Grands Lacs. Il agit comme médiateur entre des hommes d'État, des dirigeants rebelles et des chefs de groupes armés, qu'il s'efforce d'amener à une table de négociations. C'est là une tâche délicate qui demande autant de doigté que de persévérance. Entretien avec Peter Baumgartner.



Ibrahima Fall semblait prédestiné, par sa formation et son parcours, à la mission difficile dont il s'acquitte dans la région en crise des Grands Lacs. Ce Sénégalais de 64 ans est un juriste chevronné, spécialiste du droit international public et des droits de l'homme. Après avoir occupé une chaire de professeur à l'Université Cheikh Anta Diop à Dakar, il a été de longues années ministre des affaires étrangères du Sénégal. Directeur du Centre pour les droits de l'homme à Genève de 1992 à 1997, il a par la suite assumé les fonctions de sous-secrétaire général de l'ONU aux affaires politiques. Ibrahima Fall a participé à l'élaboration de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, adoptée en 1981 par l'Organisation de l'unité africaine.



Herrnut Schwarzbach / Still Pictures

Un seul monde : Dans l'est de la République démocratique du Congo, de même qu'au Burundi, au Rwanda et en Ouganda, les gens sont fatigués de la guerre. Leur espoir de temps meilleurs est-il justifié ?

Ibrahima Fall : Oui. Premièrement, la communauté internationale est disposée à soutenir tous les efforts de paix. Et deuxièmement, ce qui me paraît encore plus important, ces efforts sont portés par des organisations locales, par les présidents Kabila (Congo), Museveni (Ouganda) et Kagame (Rwanda), ainsi que par les pays voisins qui participent aux négociations.

Même s'il existe une hostilité d'ordre quasi personnel entre les trois présidents ?

Ne vous laissez pas impressionner par des déclarations fracassantes. Certaines choses sont possibles aujourd'hui, alors qu'elles étaient inimaginables il

ya encore cinq ans. Il existe dans la région une volonté politique de coopérer par-delà les frontières. Beaucoup d'éléments dépendront de l'attitude qui sera adoptée par la communauté internationale.

Il faudrait qu'elle s'engage et exerce une pression ?

Pression est un mot délicat. Mieux vaut parler de persévérance dans l'incitation à la coopération régionale. Celle-ci est essentielle, notamment face aux groupes de rebelles armés qui continuent de sillonner l'est du Congo et représentent un danger potentiel.

Mais les trois États instrumentalisent justement des groupes rebelles, selon leurs propres intérêts.

Notre stratégie régionale ne mise pas uniquement sur les gouvernements centraux, mais également sur la coopération transfrontalière de parlements, d'or-

les malfaiteurs

ganisations de la société civile et d'ethnies, dont certaines sont séparées par des frontières nationales. Nous devons construire des ponts en pratiquant une coopération régionale intense. Il faut que les habitants des Grands Lacs se disent : « Si nous nous rapprochons les uns des autres, et si nous essayons de résoudre ensemble les problèmes communs, cela ira mieux pour nous, y compris sur le plan économique. » Cela signifie qu'il faut rendre les dividen-



Gambika / laif

aujourd'hui à de hautes fonctions en RDC. En tant que spécialiste du droit international public, pouvez-vous admettre cela?

Résoudre des conflits aussi complexes que celui du Congo oriental revient à trouver un délicat équilibre entre le besoin de paix, la quête de justice et la réconciliation. L'essentiel, au départ, est de créer une situation qui offre aux gens la possibilité de vivre dans la dignité; ce n'est pas le cas aujourd'hui.



Herzau / laif

La présence des troupes onusiennes contribue à créer les conditions nécessaires pour que la population de la RDC puisse vivre dignement

des de la paix aussi attrayants que possible. Pour y parvenir, les pays concernés doivent aussi faire des efforts.

En ont-ils les moyens financiers?

Jusqu'à un certain point, sans doute. Cette région est la leur, c'est à eux d'agir. Nous ne pouvons et ne devons pas assumer toutes les tâches qui leur incombent. Mais ils bénéficient aussi d'un soutien à certaines conditions. Le Groupe des amis de la région des Grands Lacs, dont la Suisse fait partie, a assuré qu'il fournirait de l'aide. La communauté internationale se doit elle aussi d'apporter sa contribution et elle le fera. Elle a intérêt à ce que la paix règne dans cette vaste région africaine.

Vous parliez de conditionnalité...

... attendez, laissez-moi dire quelque chose à ce sujet. Il existe deux formes de conditionnalité, aussi fausses l'une que l'autre. Soit les États occidentaux lient leur assistance à la condition que l'on achète chez eux et que l'on accorde des privilèges à leurs multinationales. Soit ils disent : « Vous n'aurez pas d'argent si vous ne faites pas ceci et cela. » Il s'agit de trouver un juste milieu entre ces deux positions extrêmes. Nous ne devons pas perdre de vue l'objectif essentiel : notre aide doit profiter à la population. Cela requiert logiquement que des mesures de contrôle efficaces garantissent une affectation judicieuse des fonds.

D'anciens seigneurs de la guerre, qui ont commis des actes criminels, accèdent au-

Il sera toujours possible, plus tard, de poursuivre les injustices commises. Prenons l'exemple de l'ancien président libérien Charles Taylor : il avait fallu lui accorder le droit de s'exiler au Nigeria pour ouvrir la voie à une pacification du Liberia. Aujourd'hui, quelques années après, on lui demande de répondre de ses actes.

La paix représente le principe suprême?

C'est cela. Nous avons une grande responsabilité en termes de justice. Mais nous devons donner une chance à la paix avant de demander des comptes aux malfaiteurs. Il faut commencer par rechercher une certaine stabilité. Je pense que les Congolais ont assez souffert.

De ce point de vue, la présence des troupes onusiennes dans l'est du Congo ne s'impose-t-elle pas pour quelques années encore?

Certes, mais la décision ne m'appartient pas. Nous devrions tirer les leçons des erreurs commises. Dans six pays sur dix déchirés par des conflits, de nouvelles guerres ont éclaté après le départ prématuré des troupes de sécurité – pensons simplement au Timor oriental. Il serait certainement faux de dire : nous pouvons maintenant quitter le Congo, puisque des élections ont eu lieu et que le gouvernement bénéficie de la légitimité populaire. Résoudre des conflits d'une telle ampleur et d'une telle complexité, cela exige du temps, de la patience, de l'opiniâtreté. ■

(De l'anglais)



Un pays riche, mais ruiné par l'instabilité et la violence

La Sierra Leone est un pays à part. Non seulement en raison de ses mines de diamants ou de son attrait touristique. Il l'est également par son destin singulier. Cet ancien havre des esclaves affranchis a sombré, après l'indépendance, dans une instabilité politique chronique. Dix ans de guerre civile ont exacerbé la pauvreté. De Ibrahima Cissé*.

La Sierra Leone compte environ 25 ethnies différentes, qui représentent près de 90 pour cent des habitants. À ces populations africaines s'ajoutent les créoles, descendants des esclaves revenus d'Amérique au 18^e siècle. Le nom de Freetown a été donné à la capitale pour symboliser leur liberté retrouvée. C'est à un explorateur portugais, Pedro da Sintra, que l'on doit l'appellation de Sierra Leone. En 1460, il découvre la presqu'île rocailleuse où sera bâtie Freetown. À cause de la ressemblance de cet endroit avec un lion couché, il lui donne le

nom espagnol de *sierra* (montagne, en espagnol) et de *leone* (lion, en italien), ce qui est devenu ainsi «Sierra Leone» (la montagne du lion).

Coups d'État en série

Puis la Grande-Bretagne s'intéresse à cette région, qu'elle parvient à acheter aux chefs tribaux locaux. Progressivement, elle étend son influence au reste du pays. Avant l'abolition de la traite négrière, de nombreux Britanniques y séjournent pour acheter des esclaves. En 1808, la Sierra Leone devient



officiellement une colonie britannique. C'est de Freetown que le gouverneur de Sa Majesté dirige les autres colonies d'Afrique occidentale: Ghana, Nigeria et Gambie.

Lors de son accession à l'indépendance, en 1961, la Sierra Leone hérite d'un État et d'une université qui fonctionnent sur le modèle européen. Mais ce système ne survit pas aux clivages politiques et ethniques. En moins d'une année, entre 1967 et 1968, quatre coups d'État successifs se succèdent après l'élection de l'opposant Siaka Stevens, chef du Congrès de tout le peuple (APC). David Bangoura est l'auteur du quatrième putsch, qui permet au chef de l'APC d'accéder au pouvoir. Plus tard, Bangoura tente de renverser Siaka Stevens, mais il échoue et est exécuté. Le pays connaît ensuite une relative stabilité politique, jusqu'au retrait volontaire de Siaka Stevens en 1985. Joseph Momoh, qui le remplace, est renversé en 1991. Un groupe militaire dirigé par un soldat de 27 ans, Valentine Strasser, prend le pouvoir. La guerre civile fait rage dans le sud-est de la Sierra Leone, près de la frontière libérienne.

Les cruautés des enfants-soldats

En 1989, Foday Sankoh, ancien caporal de l'armée britannique, crée le Front révolutionnaire uni (RUF). Il s'allie avec Charles Taylor, puissant seigneur de guerre au Liberia voisin. Objectif: occuper les mines de diamants et d'or qui alimentent les caisses de l'État sierra-leonais. À la tête d'une

centaine de combattants, Sankoh attaque en 1991 deux villages dans l'est de la Sierra Leone. Il déclenche ainsi une longue et impitoyable guerre qui finira par se retourner contre lui. Peu à peu, il agrandit son armée, en recrutant de force des enfants dans les villages. Endoctrinés, drogués, instruits aux pires formes de cruauté humaine, ces enfants-soldats sèment la terreur. Ils ne tuent pas seulement. Ils mutilent un nombre indéterminé d'hommes, de femmes et d'enfants. Sous la menace de leurs armes, ils ordonnent aux civils de choisir le bras ou la jambe à sacrifier, ainsi que l'endroit où ce membre sera amputé, selon la formule «manche longue ou manche courte».

Les actions du RUF se multiplient. Le sort du pays bascule. Alors qu'elle était une terre d'accueil pour des centaines de milliers de réfugiés libériens, la Sierra Leone jette sur les routes de l'exil ses propres ressortissants. Plus de 500 000 hommes et femmes, de toutes les conditions sociales, fuient les razzias, les mutilations et autres exactions commises par les rebelles.

Les troupes gouvernementales sont chargées de tenir tête au RUF. La mission est problématique pour des soldats sans expérience, sous-équipés, mal nourris, mal payés et très peu nombreux. En 1991, les chefs militaires vont tenter d'expliquer aux dirigeants les conditions difficiles dans lesquelles opère la troupe. La démarche échoue. Les militaires prennent le pouvoir et le conservent jusqu'en mai 1996.



L'objet de tous les jours

Le charbon de bois

La guerre civile a augmenté la pauvreté en Sierra Leone. Des centaines de milliers de réfugiés ont pu regagner leurs foyers mais ils doivent lutter quotidiennement pour survivre. Les femmes, en particulier, dépendent de petites activités informelles pour nourrir leur famille. Nombre d'entre elles trouvent une source de revenus dans la vente de charbon de bois. À Freetown, jeunes filles et femmes parcourent les rues à longueur de journée, en portant sur la tête des paniers de charbon. Dans un pays où le gaz et l'électricité font défaut depuis la guerre, les riches cuisinent plutôt au charbon de bois et les pauvres utilisent du bois mort. Entre 80 et 95% des ménages de la capitale recourent à l'un ou l'autre de ces combustibles. Le charbon est produit par des paysans qui vont ramasser du bois ou abattre des arbres morts. Ils en font du charbon, qu'ils vendent à de riches négociants venus des villes.

Interventions internationales

Pendant ce temps, la rébellion a fini de plonger le pays dans la guerre, multipliant les atrocités. Elle contrôle les mines de diamants et d'or. Grâce au soutien de Charles Taylor, Foday Sankoh écoule ces ressources à l'étranger pour s'approvisionner en armes. Plusieurs pays africains sont suspectés de lui fournir des armes. L'ONU adopte une résolution qui interdit l'exportation de diamants du Liberia, par où transitent également ceux du RUF. Celui-ci est ainsi coupé de sa source de revenus. C'est le début de l'implication de l'ONU dans le conflit. La Mission des Nations Unies en Sierra Leone (Minusil) est créée en 1999. Elle a pour tâche de superviser l'application d'un accord de paix signé en juillet 1999 entre le gouvernement et la rébellion. Avec un effectif de 17 000 hommes, la Minusil est la plus importante mission de paix onusienne dans le monde. Dans le même ordre d'idées, l'ONU décide en 2000 de créer un tribunal international, qui doit juger Foday Sankoh pour crimes de guerre. Ce dernier est arrêté et incarcéré la même année. Il meurt en 2003, sans avoir été jugé. La Grande-Bretagne s'engage dans le pays, aux côtés des autorités. Elle envoie 600 hommes de plusieurs unités.

Plages, diamants et taudis

Après une décennie de conflits (1991-2000), la paix est revenue, les plaies se cicatrisent. La majorité des populations qui avaient dû fuir précipitamment ont retrouvé leurs foyers. Le pays et son économie se reconstruisent lentement. Mais les couches sociales vulnérables restent au bord du chemin. Dans les bidonvilles de Freetown, le dénuement est total. Dans le secteur de Kroobay, au centre-ville, plus de 4000 personnes vivent dans de véritables taudis. Les

lieux sont traversés par un grand canal à ciel ouvert, pour l'évacuation des eaux usées. Il est inimaginable que des gens puissent occuper ces lieux sales, non assainis et mal éclairés.

Pourtant, la Sierra Leone regorge de ressources minières, comme l'or, les diamants et la bauxite. Les régions côtières sont riches en produits de la mer. Les plages sablonneuses attirent les touristes. L'agriculture est florissante. Il pleut en moyenne 3000 mm par an. Malgré tout, c'est l'un des pays les plus pauvres du monde. Selon l'indicateur du développement humain établi par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) en 2003, la Sierra Leone était classée 176^e sur 177 pays. Juste avant le Niger et derrière le Burkina Faso. L'espérance de vie à la naissance est de 40,8 ans. Le produit intérieur brut par habitant se monte à 548 dollars. Selon les statistiques de l'année 2000, le taux d'analphabétisme atteignait 64 pour cent et le taux de mortalité infantile 182 pour mille. En revanche, 57 pour cent de la population avait accès à l'eau potable. La lutte contre la corruption et le chômage des jeunes, diplômés ou non, sont d'importants défis pour ce pays, où le salaire minimum équivaut à 5 dollars par mois. ■

** Ibrahima Cissé est un journaliste sénégalais. Basé à Dakar, il est depuis une vingtaine d'années le correspondant en Afrique de l'Agence télégraphique suisse (ATS) et de l'Agence de presse internationale catholique (APIC), à Fribourg.*

La Sierra Leone et la Suisse

Priorité aux enfants et aux adolescents

(bf) Le domaine Aide humanitaire et CSA de la DDC est intervenu en Sierra Leone pendant et après la guerre civile, qui a pris fin en 2002. Il a porté secours aux réfugiés et aux personnes déplacées, accompagné la démobilisation des soldats. Puis il a concentré ses activités sur la réintégration de ces diverses catégories de population et sur la réconciliation nationale.

Au sein des groupes cibles, l'aide a accordé une attention particulière aux enfants et aux adolescents. La DDC a ainsi financé des projets et des programmes portant sur la protection de l'enfance, la prévention de l'exploitation sexuelle, l'aide psychosociale et la réintégration. Des spécialistes du Corps suisse d'aide humanitaire (CSA) ont été mis à la disposition du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, dans les services de protection et comme personnel technique.

La DDC a par ailleurs versé des montants substantiels à la Commission Vérité et Réconciliation de la Sierra Leone et à l'ONG internationale Search for Common Ground (recherche de points com-

muns), qui produit des émissions de radio informatives et équilibrées. La Suisse a également apporté son appui à des organismes internationaux actifs en Sierra Leone, comme le Programme des Nations Unies pour le développement, le Programme alimentaire mondial, le CICR et plusieurs ONG internationales.

Le Pool suisse d'experts pour la promotion civile de la paix, de la Division politique IV du Département fédéral des affaires étrangères, a envoyé trois observateurs sur place pour assurer le suivi des élections de mai 2002. Depuis novembre 2002, deux juristes suisses collaborent avec le Tribunal spécial de Freetown.

La conclusion d'un accord de paix a fait que le Liberia voisin a un grand besoin d'aide pour assurer le rapatriement des réfugiés et la reconstruction. En 2006, l'Aide humanitaire de la Confédération a donc déplacé ses priorités vers ce pays. Le soutien accordé à la Sierra Leone sera réduit en conséquence: il passera de 1,47 million de francs en 2006 à 0,8 million en 2007.

Repères historiques

1787 D'anciens esclaves américains s'installent en Sierra Leone pour y fonder une province de la liberté.

1808 La province devient une colonie britannique.

1961 Le pays accède à l'indépendance et Milton Margai en est le premier ministre.

1964 Décès de Milton Margai. Son frère Albert lui succède.

1967-68 Le Congrès de tout le peuple (APC), dirigé par Siaka Stevens, remporte les élections législatives. Mais des militaires organisent un putsch pour empêcher son investiture. Deux autres coups d'États sont perpétrés. À la faveur d'un quatrième putsch, Siaka Stevens prend ses fonctions de premier ministre.

1971 Siaka Stevens proclame la République et se fait élire à la présidence.

1985 Le président Stevens se retire volontairement de la vie politique. Il désigne Joseph Momoh pour lui succéder.

1989 Foday Sankoh fonde le Front uni révolutionnaire (RUF).

1991 Les premières opérations militaires du RUF marquent le début de la guerre civile. Les pays d'Afrique de l'Ouest envoient un Groupe d'observateurs militaires (Ecomog). Un putsch dirigé

par Valentine Strasser écarte Joseph Momoh.

1996 Le brigadier Julius Maada Bio renverse Valentine Strasser. Il organise des élections démocratiques, qui donnent la victoire à Ahmed Tejan Kabbah. Celui-ci signe un accord de paix avec le RUF.

1997 Le président Kabbah est renversé par le colonel Johnny Paul Koroma et s'exile en Guinée. Foday Sankoh est capturé au Nigeria. Les affrontements reprennent entre le RUF et l'Ecomog.

1998 Les rebelles du RUF pénètrent dans Freetown. Après un mois de combats, l'Ecomog prend le contrôle de la capitale. Le président Ahmed Tejan Kabbah rentre au pays et il est rétabli dans ses fonctions.

1999 Un accord de paix est signé à Lomé, au Togo. La Mission des Nations Unies en Sierra Leone (Minsil) est chargée d'en superviser l'application.

2000 Le RUF tente de s'opposer au déploiement des Casques bleus près des mines de diamants. L'armée britannique intervient pour rapatrier les ressortissants de l'Union européenne et du Commonwealth. Foday Sankoh est à nouveau arrêté et emprisonné.

2002 Création d'un tribunal spécial chargé de punir les crimes de guerre. Foday Sankoh, particulièrement visé par cette juridiction, meurt en détention l'année suivante.

Faits et chiffres

Nom

République de Sierra Leone

Capitale

Freetown (env. 1 million d'habitants)

Superficie

71 740 km²

Population

6,5 millions d'habitants

Taux de pauvreté

70%

Bilan de la guerre

Plus de 20 000 morts, 500 000 réfugiés en Guinée et au Liberia, 300 000 personnes déplacées, 100 000 autres contraintes à l'exil, 10 000 enfants recrutés de force par le RUF

Composition ethnique

Environ 25 ethnies, dont les plus importantes sont les Mendé (30%) et les Themné (30%), suivis des groupes limba, kuranko, kono, loko, sherbro, kissi, soussou, maninka, etc. Les Krio ou créoles, descendants d'esclaves libérés, représentent 10% de la population.

Langues

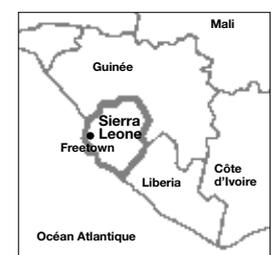
Anglais (langue officielle); le krio ou créole est compris par 95% de la population

Religions

Islam (60%), animisme (30%), christianisme (10%)

Principales productions

Diamants, or, bauxite, rutile, café, cacao



Le courage d'être irrespectueux



Williette Princess Ransolina Oluwakemi John, 28 ans, est directrice de l'information à la chaîne ABC Television-Africa, en Sierra Leone. Elle est titulaire d'un diplôme en communication de masse, obtenu à l'Université Fourah Bay de Freetown, où elle donne aujourd'hui des cours dans cette branche.

Il y a quelques années, l'opinion publique et les médias ne faisaient pas bon ménage en Sierra Leone. La population avait rapidement perdu sa confiance dans le «quatrième pouvoir», après avoir réalisé que plusieurs journalistes ne cessaient de violer gravement les règles d'éthique professionnelle et les lois sur la presse.

À l'époque, j'étais à l'université et j'attendais avec impatience la fin de mes études pour me lancer dans la pratique du journalisme. À mon avis, les journalistes n'avaient alors aucune notion de la déontologie ni de la législation sur les médias. Je réfléchissais à la manière d'influencer profondément cet aspect du travail de reportage. Mais un individu peut-il changer tout un système? Voilà une grande question, à laquelle je n'ai jamais pu répondre. Ma seule consolation était de me dire que si je n'étais pas capable de révolutionner le système, je pourrais au moins contribuer à le corriger. Le domaine qui m'intéressait le plus était celui de la presse écrite, car j'étais passionnée par l'écriture et j'adorais réviser des textes, sans savoir à quel point cela peut être stressant. Aujourd'hui, puis-je encore affirmer fièrement que j'aime la révision?

Depuis que la guerre a fait place à la reconstruction, le journalisme a fait de nets progrès. La couverture des événements et les méthodes de reportage ont évolué positivement. De nombreuses personnes, qui décriaient auparavant les journaux locaux, se sont mises à les lire pour s'informer. Les médias regagnent peu à peu la confiance du pu-

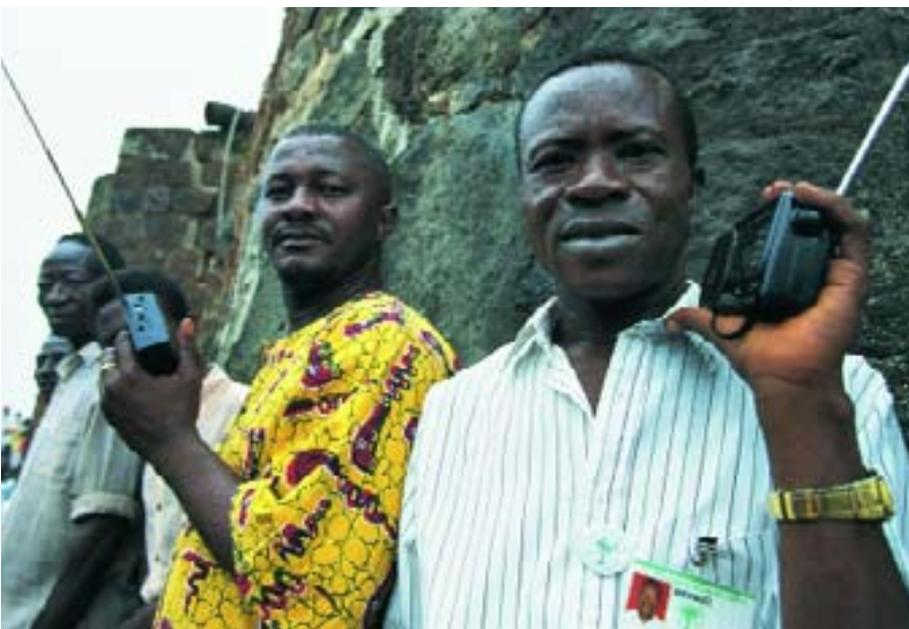
blic, parce que les journalistes sont passés de la médiocrité au professionnalisme. Par ailleurs, le fait qu'ils puissent critiquer les autorités montre à quel point les médias sont devenus déterminés et courageux en Sierra Leone, surtout si l'on considère la montagne de restrictions qui leur sont imposées.

À propos du «courage» des médias nationaux, je crois que nombre de mes consœurs et confrères auraient des histoires à raconter. Un jour, j'ai rédigé un article très critique sur l'état déplorable dans lequel se trouvait le bureau du parti gouvernemental. Après avoir lu mon texte, le rédacteur en chef m'a demandé si je souhaitais le publier sous un pseudonyme. Fraîche émoulue de l'université et pleine d'ardeur, j'ai trouvé l'idée ridicule et l'ai rejetée tout net. Bref, l'article est paru et les réactions ne se sont pas fait attendre: les personnalités à qui je m'en prenais m'ont officiellement classée parmi les journalistes «irrespectueux». Mais mon propos a plu à d'autres lecteurs. Mes collègues l'ont aussi apprécié, d'autant que la plupart d'entre eux avaient déjà envisagé de traiter ce sujet.

Une autre fois, je me suis fâchée tout rouge. J'avais envoyé un reporter couvrir un événement officiel auquel prenait part le président. Lorsque le journaliste s'est présenté sur place, les gardes du corps du président lui ont interdit l'accès des lieux, bien qu'il ait présenté sa carte de presse et son invitation. J'ai jugé qu'il s'agissait d'un grave affront fait à mon institution. Durant le débat télévisé que nous diffusions le soir même, je ne me suis pas privée de rappeler aux fonctionnaires quels étaient leurs devoirs.

En Sierra Leone, l'égalité des sexes progresse davantage dans le journalisme que dans n'importe quelle autre branche. Les femmes sont toujours plus nombreuses à exercer ce métier et elles sont aussi dynamiques que les hommes, sinon plus. Malgré tous les obstacles, certaines d'entre elles occupent des postes à responsabilités dans des médias de grande diffusion. Nul n'ignore que de telles femmes attirent l'attention d'hommes beaux et riches. Qu'elles cèdent ou non à leurs avances, une frange du public tend à qualifier de «légères» toutes les femmes qui se retrouvent sous les projecteurs. Pourquoi cela? Dieu seul le sait. ■

(De l'anglais)



Jon Spaul / Panor / Statens



Tina Steinauer

Des jeunes privés de perspectives

Environ 3,4 milliards d'êtres humains sont âgés de moins de 25 ans. Ils représentent 54 pour cent de la population mondiale. Quelque 2,9 milliards d'entre eux habitent dans les pays en développement. Ils aspirent avant tout à survivre. Leur principal souci est la survie immédiate, à court terme, presque impossible à planifier. L'insécurité est leur lot quotidien. L'alimentation et la santé ne vont pas de soi. Nombre d'entre eux n'ont aucune chance de fréquenter l'école, de suivre une formation et de trouver un emploi rémunéré. Bien que le temps s'écoule partout à la même vitesse, ces jeunes le ressentent avec plus d'intensité que nous. Chaque jour, la survie est une course contre la montre. Il est impossible de prévoir le lendemain et le surlendemain.

Un véritable fossé les sépare des jeunes vivant dans les pays industrialisés. À de rares exceptions près, ces derniers peuvent profiter pleinement de leur jeunesse. Les systèmes de formation leur ouvrent des filières et des choix. La perspective de trouver un emploi et de toucher un salaire leur permet d'envisager l'avenir en toute sérénité. Avec de la volonté, ils peuvent planifier leur destin, en structurer les différentes phases. Bien entendu, cela exige des efforts, le succès ne tombe pas du ciel. Néanmoins, chacun a de fortes chances de mener une existence digne, librement choisie, avec ses obligations et ses privilèges. Quelle aubaine! Quelle chance d'être né ici et de pouvoir vivre dans des pays où la vie offre des perspectives d'avenir, où même le choix de sa destinée est un acte de liberté.

Il en va tout autrement pour l'immense majorité des jeunes dans le monde. Ils ne cessent de se heurter à des murs et finissent par renoncer à leur dé-

sir de changement, car toute leur énergie est absorbée par la survie. L'incertitude permanente peut les amener à choisir des solutions de facilité, à se tourner vers des groupes ou des idées fondamentalistes. La communauté internationale doit comprendre que la violence peut attirer des jeunes sans avenir, sans perspectives et sans espoir de mieux-être.

Toute société – au Nord, au Sud, à l'Est ou à l'Ouest – se doit d'offrir des perspectives à ses jeunes. Il s'agit là d'un investissement pour l'avenir. Nous ferions bien de prendre les jeunes au sérieux et de miser sur eux. Cela vaut également pour la coopération au développement. Voilà pourquoi la DDC les considère certes comme un groupe cible de ses activités, mais aussi comme des partenaires qui participent à la construction de l'avenir. Nous entendons collaborer avec les jeunes, en Suisse et dans les pays où nous intervenons, afin de leur offrir le temps et l'espace dont ils ont besoin, afin de créer avec eux des conditions propices au développement. Tous les jeunes du monde ont droit à des perspectives d'avenir. ■

*Walter Fust
Directeur de la DDC*

(De l'allemand)

De maigres ressources à partager



Thomas Grubbe / afp

Insécurité croissante

Depuis fin 2005, l'insécurité et la violence se répandent à l'est du Tchad, le long de la frontière avec le Soudan. Plusieurs groupes de rebelles tchadiens ont établi leurs bases dans la région. Leurs offensives militaires contre l'armée gouvernementale font de nombreuses victimes parmi la population civile. Les milices Janjawid, armées par le gouvernement soudanais, multiplient les incursions en territoire tchadien. Elles pillent et tuent des villageois. Les rebelles soudanais s'attaquent aux camps de réfugiés pour y recruter de force des hommes et des enfants. En raison de ces troubles, plus de 50 000 civils tchadiens ont fui leurs villages. La plupart vivent dans des camps de personnes déplacées. Le personnel humanitaire subit également des agressions et des cambriolages. Des dizaines de véhicules ont été volés. À plusieurs reprises, les agences d'aide ont dû évacuer temporairement certaines zones proches de la frontière.

Dans l'est du Tchad, l'afflux massif de réfugiés du Darfour accentue la menace qui pèse sur les maigres ressources naturelles. Les populations locales craignent de voir leur avenir durablement compromis. La Suisse plaide pour que l'aide internationale profite également aux autochtones, qui sont tout aussi démunis que les victimes du conflit soudanais.

(Jls) Quand le conflit au Darfour a éclaté, début 2003, des civils soudanais ont commencé à fuir vers le Tchad voisin. Certains ont emmené leurs troupeaux. Au fil des mois, environ 220 000 réfugiés sont arrivés dans cette région saharienne, où les habitants sont extrêmement pauvres. Cet afflux a fait doubler la population. Les agences humanitaires ont mis en place un important dispositif d'assistance et construit douze camps de réfugiés le long de la frontière. Au début, les villageois ont fait preuve d'une grande solidarité à l'égard des réfugiés qui vivent, comme eux, principalement d'élevage et d'agriculture. Mais des tensions sont peu à peu apparues, les deux communautés devant se partager des ressources très limitées en eau potable et en bois, ainsi que l'accès aux rares pâturages. De surcroît, l'aide internationale a engendré des inégalités entre réfugiés et autochtones.

Plaidoyer en faveur des autochtones

Les agences humanitaires ont assuré l'approvisionnement des camps et leur équipement en services de base. «Elles ont appliqué les critères usuels qui correspondent à ce qu'un être humain doit avoir pour vivre dignement. Cependant, même ces normes minimales sont encore plus élevées que le niveau de vie local. Il est inacceptable que l'aide soit une source de discrimination», explique Ségolène Adam, chargée de programme à la division Aide humanitaire de la DDC. La Suisse, qui est active dans la région depuis 1997, a pris la défense des populations autochtones. «Nous avons demandé aux acteurs humanitaires d'ajuster leurs programmes pour que les importants flux d'aide générés par la crise contribuent aussi à alléger la détresse des Tchadiens.» Sensibles à ce plaidoyer, les agences ont décidé d'allouer 10 pour cent de leur budget aux populations indigènes. Les sour-

au Tchad

ces de tension n'ont toutefois pas totalement disparu.

Soins de santé et pistes rurales

Les Tchadiens ne comprennent pas, par exemple, pourquoi les réfugiés reçoivent des soins gratuits, alors qu'eux-mêmes doivent payer les prestations des centres de santé. Le recouvrement des coûts est conforme aux orientations du Tchad en matière de santé publique. « Cette pratique se justifie pleinement dans une logique de développement. Elle rend les communautés plus autonomes, plus responsables », souligne Philippe Fayet, responsable du programme de développement de la DDC au Tchad. « D'un autre côté, il est normal de soigner gratuitement les réfugiés, puisqu'ils n'ont pas de revenus. Nous devons donc trouver un mécanisme de régulation afin d'atténuer les déséquilibres engendrés par la coexistence de ces deux systèmes. » La DDC prévoit de soutenir un cadre de concertation qui permettra aux agences humanitaires et aux autorités tchadiennes de résoudre ce problème de l'accès aux soins.

L'utilisation des pistes rurales, construites avec l'aide de la Suisse, constitue une autre pomme de discorde. Les villageois contribuent à la réparation de ces routes secondaires. Conformément à la loi tchadienne, les usagers locaux doivent en outre s'acquitter d'un droit de péage qui sert à financer les travaux d'entretien. Depuis 2003, les pistes ont été fortement détériorées par le va-et-vient des camions qui acheminent l'aide vers les camps de réfugiés. Or, les agences humanitaires sont exonérées des taxes, ce que les Tchadiens ressentent comme une injustice. La DDC a entamé des négociations avec les agences onusiennes sur cette question.

Changement de pratiques

Mais la présence des réfugiés n'a pas que des mau-



Holland, Hoogte / laif

vais côtés. « Toute crise est aussi une chance pour les populations locales. Après la phase d'urgence, l'aide humanitaire finance des programmes durables qui contribuent au développement de la région », indique Ségolène Adam. C'est ce que démontrent les mesures prises au Tchad pour le partage des ressources naturelles. Des experts suisses ont procédé à un inventaire du bois, de l'eau et des pâturages disponibles. Puis ils ont supervisé le forage de puits, organisé le ramassage du bois et introduit de nouveaux fours, moins gourmands en combustible. Les villageois ont réfléchi aux moyens de préserver l'environnement. Cela les a amenés, par exemple, à créer des pépinières et à reboiser certaines zones. « Même sans les réfugiés, la raréfaction des ressources aurait rapidement menacé la survie des autochtones. La crise a accéléré la prise de conscience des enjeux. Elle a contraint la population à adapter ses pratiques », relève Philippe Fayet.

L'explosion des besoins en denrées alimentaires est un autre aspect positif de la crise pour les autochtones : les paysans et maraîchers peuvent écouler davantage de marchandises et ils ont vu leurs revenus augmenter. Certains s'efforcent également de diversifier leur production, pour approvisionner tant les camps de réfugiés que les centaines de travailleurs humanitaires opérant dans la région. ■

Engagement de la Suisse au Tchad

L'aide suisse au Tchad s'est montée à 14,4 millions de francs en 2006. Environ 3,6 millions de francs ont été consacrés aux opérations d'aide humanitaire. La Suisse soutient l'action du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), du Programme alimentaire mondial (PAM) et du Comité international de la Croix-Rouge (CICR). Elle met plusieurs experts à disposition du HCR. D'autre part, la DDC a alloué 10,8 millions de francs en 2006 à ses activités de développement. Dans l'est du pays, elle est la seule agence de coopération présente sur le terrain. Ses programmes visent à renforcer et à diversifier l'économie rurale. La DDC soutient également les écoles communautaires et contribue à l'amélioration des structures de santé dans les districts.



Holland, Hoogte / laif

Une adolescente qui fait bouger les choses

Au Népal, des enfants rédigent leur propre journal mural avec l'appui de la Suisse. Ils développent ainsi leur maîtrise de la langue et leur aptitude à s'exprimer. Mais ces articles produisent aussi des effets concrets, en incitant par exemple les autorités à construire un pont suspendu. De Andreas Stauffer*.



Andreas Stauffer / DDC

De la gouvernance aux journalistes en herbe

En collaboration avec la Division politique IV du DFAE, la DDC travaille au Népal essentiellement dans les domaines suivants : gouvernance ; promotion de la paix ; soutien à la décentralisation ; promotion de la démocratie ; respect des droits de l'homme ; apaisement et dépassement des conflits potentiels ; soutien d'activités favorables à la paix. Le projet d'enfants-journalistes fait partie du programme de construction routière District Roads Support Programme (DRSP), lancé en 1999. Le DRSP s'adresse surtout aux couches les plus défavorisées de la population. Chaque année, il offre un emploi de courte durée à environ 7500 personnes, qui peuvent ainsi accroître leurs revenus. Pour beaucoup de Népalais, ce travail complémentaire est vital. En effet, les produits agricoles qu'ils cultivent sur leurs modestes lopins de terre ne couvrent souvent leurs besoins alimentaires que durant un mois tout au plus.

Ranju est une jeune fille de 15 ans, qui habite le hameau de Kudar, près du village de Manthali. De là, il faut compter huit heures de voiture pour aller jusqu'à la capitale, Katmandou, située à 200 km. Les habitants de cette contrée rurale, dans le district de Ramechhap, mènent une vie simple, souvent dans un grand dénuement. Cela ne veut pas dire qu'ils ignorent tout du reste du monde. Journaux, radio et télévision diffusent des nouvelles du Népal et de tous les continents. La population locale est bien informée, notamment par Ranju qui écrit des articles depuis trois ans dans le cadre du projet de jeunes journalistes, soutenu par la DDC. Une cinquantaine d'enfants et d'adolescents, âgés de 10 à 15 ans, participent à ce programme. Ils publient leur journal mural six fois par année dans douze localités. Les 225 000 habitants du district apprécient d'autant plus ces nouvelles qu'ils ont encore en mémoire le temps où l'information était soumise à la censure, sous le régime du roi Gyanendra.

Le goût d'apprendre et d'informer

Ranju a appris à être attentive à tout ce qui l'entoure : « Il faut raconter ce qui se passe et essayer de faire bouger les choses. » Elle sait de quoi elle par-

le. Quelques-uns de ses articles ont été primés lors d'un concours destiné à la génération montante de journalistes. L'adolescente y décrivait les dangers que couraient les habitants en traversant la rivière Tamakoshi située à proximité du village. Ces articles ont produit de l'effet, puisque les autorités ont alors fait construire un pont suspendu.

La jeune fille a également collaboré ces dernières années avec plusieurs journaux, corrigeant des articles et rédigeant des commentaires. Elle transmet désormais ses expériences aux plus jeunes et forme le prochain groupe d'enfants-journalistes. Son objectif est très clair : « Je veux naturellement devenir journaliste, écrire pour un grand journal ou faire de la radio », affirme-t-elle en riant. Et elle ajoute avec force : « Il faut raconter ce qui se passe dans tout le Népal ! » ■

** Andreas Stauffer est porte-parole de l'Aide humanitaire de la DDC ; il a séjourné l'année passée au Népal dans le cadre d'une mission officielle de la DDC.*

(De l'allemand)

2007, année des messages

(sia) En 2007, plusieurs messages clés pour la DDC doivent être traités par le Conseil fédéral ou les Chambres fédérales. L'un d'eux concerne la continuation de l'aide humanitaire de la Confédération pour une période minimale de quatre ans, de 2007 à 2010. Ce message sera adressé au Parlement dans le courant du premier semestre. Il décrit les défis humanitaires d'aujourd'hui et les engagements prévus pour les prochaines années. Il passe en revue les divers aspects de l'aide humanitaire ainsi que les partenariats sur lesquels elle s'appuie. C'est aussi en 2007 que débutera la rédaction du message sur «la continuation de la coopération technique et de l'aide financière en faveur des pays en développement 2008-2011». Compte tenu de l'évolution du contexte international, ce docu-

ment devra répondre aux défis suivants: atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement et réduire la pauvreté; maîtriser les risques systémiques de sécurité et favoriser une mondialisation propice au développement. La politique de développement joue un rôle essentiel non seulement dans la lutte contre la pauvreté, mais aussi dans la recherche de solutions à des problématiques globales, telles que les répercussions des changements climatiques, les actes terroristes internationaux, la propagation de maladies transmissibles, etc. Ce message devrait être traité par le Conseil fédéral vers la fin de l'année.

Suite à l'acceptation par le peuple de la loi fédérale sur la coopération avec les États d'Europe de l'Est, la DDC et le Seco finaliseront les messages concernant la poursuite de la coopération traditionnelle avec

les pays de l'Est et la contribution de la Suisse en faveur des dix nouveaux membres de l'Union européenne. Le Conseil fédéral transmettra ces textes aux Chambres fédérales lors des sessions de printemps et d'été. En 2007, le Seco sera également occupé à la rédaction du message concernant les mesures de politique économique et commerciale au titre de la coopération au développement.

La Suisse examine l'aide du Canada

(sia) Le Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) étudie périodiquement le système d'aide de ses membres. Cette revue est confiée à deux autres pays membres et au secrétariat du CAD. La Suisse et la Belgique ont été désignées pour réaliser l'examen du

Canada, qui se déroulera en 2007. Serge Chappatte, vice-directeur de la DDC, et Anton Stadler, délégué de la Suisse auprès du CAD, représenteront la Suisse lors de cet exercice. Les examinateurs se rendront à Ottawa pour étudier et discuter l'orientation stratégique et le fonctionnement de la coopération canadienne. Ils auront aussi l'occasion d'observer la mise en œuvre concrète des programmes de développement en Haïti et au Mozambique. Ils présenteront leurs conclusions et recommandations dans un rapport final, qui sera débattu en automne à Paris au siège de l'OCDE. Pour la DDC, la participation à cet «examen par les pairs» constitue une chance de confronter ses propres pratiques à celles d'autres agences de développement.

Au fait, qu'est-ce qu'un message ou un crédit de programme ?

(dbr) Nombre de penseurs se sont penchés sur le sens du mot «message». Franz Kafka est l'un d'eux. Dans son récit *Un message impérial*, il écrit: «L'Empereur – dit-on – t'a envoyé, à toi en particulier, à toi, sujet pitoyable, ombre devant le soleil impérial chétivement enfouie dans le plus lointain des lointains, à toi précisément, l'Empereur de son lit de mort a envoyé un message.» Contrairement à celui de Kafka, un message du Conseil fédéral s'adresse au Parlement, pour lui demander d'accorder des ressources à l'administration. Derrière le mot évocateur de «message», on retrouve alors les finances. Il existe aussi des messages où il n'est pas question d'argent, mais ceux-là ne nous intéressent pas ici. L'activité de l'administration est soumise à des règles strictes: son travail se limite aux tâches que la législation et le Parlement lui attribuent. En matière de coopération au développement, ses activités sont régies par la loi fédérale du 19 mars 1976 sur la coopération au développement et l'aide humanitaire internationales, ainsi que par les ordonnances y afférentes. Mais, pour agir, les dispositions légales ne suffisent pas. Il faut aussi de l'argent. Afin de continuer son travail, la DDC demande donc tous les quatre ans un nouveau crédit de programme (ou crédit-cadre), qui fera l'objet d'un arrêté fédéral. Le texte du message motive la requête et explique au Parlement à quoi ces ressources vont servir. Il s'agit d'un programme de travail pour les années à venir. Il a une valeur contraignante sur le plan politique. La

DDC travaille actuellement à la mise en œuvre ou à l'élaboration de plusieurs messages. Contrairement à ce que dépeint la parabole de Kafka, ceux-ci ne s'égarer toutefois pas dans les couloirs du palais et le dédale de la ville. Ils se concrétisent à travers les efforts que la Suisse déploie pour atténuer la pauvreté et promouvoir l'équité.



Yoshihiko Kusano / Keystone

L'Afrique n'a pas besoin d'éléphants blancs

Est-ce jeter de l'argent par les fenêtres que de contribuer au développement de l'Afrique? Deux projets dans le domaine de la formation au Kenya, achevés de longue date, illustrent les conditions à remplir pour qu'une action de coopération déploie ses effets même après le retrait du donateur. De Maria Roselli.

De la sylviculture à la construction de routes

Dans les années qui ont suivi l'accession à l'indépendance, le Kenya manquait cruellement de spécialistes et de cadres indigènes. Le besoin ne s'en faisait pas sentir seulement dans l'agriculture, la sylviculture, l'éducation et la santé. Il se manifestait également et surtout dans le tourisme, les institutions supérieures de formation et de recherche, ainsi que dans une série d'autres services publics (entretien du réseau routier, adduction d'eau, assainissement, etc.). Les activités suisses se sont dès lors rapidement concentrées sur divers projets visant à former des cadres indigènes pour le tourisme, l'industrie alimentaire et l'entretien des routes, un secteur qui doit créer le plus d'emplois possible. La Suisse a également apporté son appui à la formation de diplomates et à divers programmes de recherche (gestion de l'eau dans la région du mont Kenya, maladies animales tropicales et lutte biologique contre les parasites).



Plages, soleil, safaris. Il y a trente ans, les Suisses connaissaient à peine le Kenya, pays situé sur la côte orientale de l'Afrique. Aujourd'hui, c'est l'une de leurs destinations préférées. Les hôtels sont irrésistibles, l'infrastructure touristique de bonne qualité et la faune un véritable régal pour les yeux. Mais cette médaille a aussi son revers: un quart environ des habitants vivent actuellement en dessous du seuil de pauvreté.

Durant de longues années, le Kenya a dû se battre pour éliminer les séquelles de la colonisation britannique. Il dépendait alors largement de l'aide internationale. De 1970 à 1993, il a été l'un des pays prioritaires de la DDC. À la fin des années 90, la

Suisse n'y réalisait plus que des programmes ponctuels. Elle a définitivement fermé son bureau de coopération à Nairobi en décembre dernier, après 36 années d'activités.

Que reste-t-il à présent de cette coopération? A-t-elle porté ses fruits? Ou bien l'argent investi n'a-t-il servi à rien, comme l'affirment souvent les détracteurs de l'aide au développement? Au contraire, ces ressources ont beaucoup apporté au Kenya, affirme Ines Islamshah, dernière responsable adjointe du bureau de coopération à Nairobi. Parmi les nombreux projets achevés avec succès, elle cite deux cas exemplaires, qui sont vantés aujourd'hui encore dans toute l'Afrique pour leur durabilité:

le Kenya Utalii College (KUC) et le Kisii Training Center (KTC).

Former les indigènes

Lorsque l'on veut travailler dans la branche touristique au Kenya, la voie à suivre est toute tracée: le Kenya Utalii College compte parmi les écoles hôtelières africaines les plus connues au niveau international. Depuis son inauguration, en 1976, quelque 25 000 étudiants y ont obtenu un certificat. De tous les employés du secteur – gérants d'hôtels, cuisiniers, réceptionnistes, sommeliers ou agents touristiques – environ 20 pour cent sont passés par le KUC. Entre 1983 et 2001, la DDC a financé un programme de bourses qui a permis à

sés par le Kenya Polytechnic. Dès lors, quand le gouvernement kenyan nous a demandé de soutenir la création d'une école hôtelière, nous avons trouvé que c'était une excellente idée», se souvient François Rohner, ancien coordinateur de la DDC pour l'Afrique de l'Est au bureau de coopération à Nairobi.

Mais cette idée n'enchantait pas tout le monde: la branche touristique locale, en particulier, a émis des doutes quant à la capacité des indigènes d'occuper rapidement des fonctions dirigeantes. Le KUC a néanmoins vu le jour, grâce à une collaboration étroite entre le ministère kenyan du tourisme et la DDC, qui a confié la régie du projet à la société-conseil Touristconsult, à Bâle. À partir de 1983, la



Charlotte Thege / Still Pictures

quelque 1300 professionnels de quinze pays d'acquiescer une formation dans cette école renommée, contribuant ainsi à son « internationalisation ». Mais comment se fait-il que la DDC ait mis sur pied une école hôtelière au Kenya ?

Après l'accession à l'indépendance, en 1963, des intérêts européens ont continué pendant longtemps de contrôler l'économie kenyanne, y compris le florissant secteur touristique. « Nous nous demandions comment contribuer à former des indigènes en tant que spécialistes ou cadres de cette branche, pour qu'ils puissent accéder à un marché de l'emploi très prometteur. À cette époque, la Suisse finançait déjà des cours de gestion hôtelière propo-

gestion de l'école a été transférée en mains kenyennes.

Construire des routes pour créer des emplois

Le Kisii Training Center (KTC), centre de formation à la construction et à l'entretien de routes, peut se targuer d'un succès tout aussi éclatant. Fondé en 1984 et remis aux Kenyans en 2000, il s'est développé à partir d'une petite école de contremaîtres en génie civil. Le KTC enseigne des technologies qui recourent à l'engagement massif de main-d'œuvre, favorisant ainsi la création d'emplois. Grâce à l'appui constant de la DDC, il jouit aujourd-

Facteurs de succès

Voici les principaux facteurs qui ont conduit au succès des projets du Kenya Utalii College (KUC) et du Kisii Training Center (KTC) :

- Conception précise avec la participation des partenaires locaux
- Activités prévues sur une longue période
- Développement massif des capacités des ressources humaines (direction et enseignants)
- Collaboration étroite avec les services gouvernementaux compétents
- Participation d'autres pays donateurs et du secteur privé
- Accompagnement souple après le retrait du projet



Thomas Omeraci (2)



Le poids du tourisme

Quelque 10% des recettes de l'État kenyan proviennent du tourisme. Cette branche emploie 500 000 personnes. Elle représente environ 10% du produit intérieur brut (PIB) et environ 20% des recettes en devises. L'agriculture reste cependant le principal secteur économique: deux tiers des habitants vivent à la campagne et contribuent pour 25% au PIB. Bien que le Kenya soit le pays le plus développé de la région sur le plan industriel, la part de l'industrie dans le PIB ne se situe qu'entre 17 et 19%. De plus, près d'un quart de la population vit en dessous du seuil de pauvreté.

d'hui d'une renommée internationale en Afrique, souligne Andreas Beusch, ancien responsable de ce projet mis en œuvre par Helvetas pour le compte de la DDC.

Entre 1984 et 1999, les diplômés du KTC – de l'ingénieur au simple ouvrier – ont construit plus de 4200 kilomètres de routes, avec le concours massif des forces de travail locales. Depuis lors, ils entretiennent quelque 12000 kilomètres de pistes rurales. Pour la seule période allant de 1984 à 1995, ces activités ont généré 23 millions de journées de travail, soit l'équivalent de 10000 emplois.

Avec le recul, Andreas Beusch, de la société Intech Beusch & Co., estime que trois éléments ont été particulièrement importants pour assurer la durabilité du Kisii Training Center. Tout d'abord, l'école a été d'emblée une institution kenyane, intégrée dans l'administration nationale. «Malgré tous les inconvénients bureaucratiques qu'une telle situation peut impliquer, les avantages ont été prépondérants lors du transfert de la gestion, car le financement et le fonctionnement de l'institution étaient déjà réglés et bien rodés.»

L'expert ajoute qu'un autre facteur a été déterminant: la souplesse, qui fut de mise tout au long du projet. «Par exemple, quand nous avons constaté que le Minor Roads Programm – auquel le KTC était subordonné – présentait des lacunes au niveau administratif, nous avons également pu le soutenir et consolider ainsi l'ensemble.» Enfin, le projet avait été conçu pour une longue période. Ce choix a aussi contribué à son succès. Il a permis à la DDC de se retirer seulement une fois que la relève a été véritablement assurée.

La «kenyanisation», un élément clé

Pour l'école hôtelière Utalii, François Rohner relève des facteurs de succès similaires. Première-

ment, il souligne le soin apporté à la planification. Toutes les dispositions ont été prises pour créer une bonne institution, capable de balayer rapidement le scepticisme de la branche hôtelière dominée par les Européens. La «kenyanisation» a été le deuxième élément clé: «Depuis le début, nous avons travaillé dans l'idée de transmettre dès que possible les rênes d'Utalii aux Kenyans. C'est pourquoi nous avons encouragé des diplômés de l'école à aller se perfectionner à l'étranger, afin d'acquérir toutes les connaissances et les expériences nécessaires.»

Il fallait par ailleurs assurer le financement du KUC. Ce fut une entreprise délicate, à laquelle les responsables du projet se sont également attelés dès le départ. À cet effet, le gouvernement kenyan a décidé de prélever une taxe sur le tourisme: la *catering levy* se monte à 2 pour cent de toutes les factures d'hôtel et de restaurant établies dans le pays. Parmi les facteurs de succès, Ines Islamshah tient aussi à mentionner la collaboration étroite, quoique pas toujours facile, avec le secteur privé: «Des représentants de l'industrie privée siégeaient au conseil d'administration, de sorte que les besoins de ce secteur étaient pris en considération.»

Reste à savoir si ces facteurs sont toujours garants de succès. Il paraît surtout essentiel qu'un projet de développement soit planifié en collaboration avec les partenaires sur place et qu'il réponde à leurs besoins. Car s'il est une chose dont l'Afrique n'a vraiment pas besoin, ce sont des «éléphants blancs» concoctés par des coopérants sans la moindre consultation des partenaires locaux. ■

(De l'allemand)

À qui appartient la mer?

Emploi du temps de M^{me} Nuong:

Matin

- Cuisson de la pâtée pour les porcs
- Marché
- Jardinage
- Cueillette des légumes, préparation du déjeuner
- Donner la pâtée aux porcs et les laver

Après-midi

- Sieste
- Ménage. Ramassage du bois
- Cuisine
- Pâtée pour les porcs

Soir

- Dîner
- Télévision

M^{me} Nuong vit à Hoi-An, au bord de la mer. Mais la baignade ne figure pas dans son emploi du temps. Il en va de même pour la plupart de ses voisins. « Quel gaspillage! », déplorent les investisseurs qui prospectent à Hoi-An. « Des plages aussi superbes sont faites pour le tourisme. »

Depuis le passage des investisseurs, tout est suspendu : plus personne n'entreprind une construction nouvelle, plus personne ne songe à rénover sa maison. Pensez donc : les étrangers construiront un complexe hôtelier... Alors, on attend. On a vu venir des arpenteurs, puis des géomètres-mètres. Les pêcheurs se verront attribuer un lopin de terre, plus loin, à l'intérieur du pays. Ils recevront une indemnité. Avec cet argent, ils pourront construire une maison dans la zone urbaine et entamer une nouvelle vie, une vie de citadins.

Et si on préfère rester au bord de la mer? Même les enfants connaissent la réponse par cœur:

« Impossible. Le plan d'occupation des sols a été définitivement adopté. La côte est réservée au tourisme. » Hoi-An est saisi d'une véritable fièvre. C'est à qui plantera le plus de manguiers. Les indemnités seront calculées, dit-on, en fonction du nombre d'arbres abattus. Pendant ce temps, les « rupins » se réunissent chaque soir pour discuter : que se passera-t-il si nous refusons de partir? Devrons-nous aller devant les tribunaux pour défendre nos droits?

Hoi-An est un gros bourg bien tranquille. Les vieilles maisons y sont entourées de rizières, de canaux et d'arroyos. C'est l'un des plus beaux sites naturels du Viêt-nam. Des gens de la ville ont acheté des terrains en bord de mer pour y construire leurs maisons. Ce sont eux que, dans les hameaux de pêcheurs, on appelle « les rupins ». Mais plus le ton monte dans les discussions, plus ces derniers sont écœurés. Écœurés par les investisseurs qui, parce qu'ils sont plus riches qu'eux, vont les contraindre à partir. Écœurés par la passivité des pêcheurs qui vivent de la mer – sans même s'y baigner! – et qui pourtant acceptent sans broncher d'aller s'enfermer dans des zones urbaines. Écœurés par le gouvernement qui ne pense qu'à l'intérêt des investisseurs.

On songe aux habitants qui, comme M^{me} Nuong, vont devoir vivre désormais dans des maisons au sol recouvert de carreaux de toutes les couleurs, avec des guirlandes électriques partout. Plus de porcs à nourrir. Plus de légumes à arroser. Ils seront condamnés à tourner en rond pour tuer le temps. L'après-midi, les enfants de M^{me} Nuong ont l'habitude de jouer sur la plage; désormais, ils iront dilapider leur argent dans les bars.

Leurs journées étaient rythmées par un emploi du temps qu'ils imaginaient immuable. De ce qui était « leur » terre vont bientôt sortir des hôtels et autres *resorts*. Ces lieux resteront déserts durant les longs mois d'hiver, attendant désespérément l'arrivée de la belle saison avec ses hordes de touristes, lesquels, d'ailleurs, ne feront que passer, déçus de ne trouver ici ni casinos ni prostituées.

Et lorsqu'il ne restera plus que des plages privées, réservées aux clients des hôtels, où les citoyens de Hoi-An iront-ils se baigner? Tant pis pour les pauvres! Ils n'auront qu'à se contenter des grèves publiques. « Mais nous, alors? Nous qui ne sommes ni l'un ni l'autre? », se demandent les rupins. Dans un pays pauvre comme le Viêt-nam, il n'y aurait donc que deux classes d'individus : les pauvres, que l'on entasse sur un bout de plage publique, et les nantis, qui contemplant béatement le coucher du soleil sous le parasol d'un palace? ■

(Du vietnamien)



Phan Thi Vang Anh est née à Hanoi en 1968. Après une formation de cardiologue, elle travaille aujourd'hui comme écrivaine, lectrice dans une maison d'édition et chroniqueuse pour divers journaux et magazines. Également réalisatrice de films documentaires, elle vit entre Hanoi et Ho Chi Minh-Ville. Dans les années 90, son livre *Quand on est jeune* a marqué toute une génération et est devenu un best-seller au Viêt-nam. Cet ouvrage a été traduit en français (éditions Picquier) et en suédois. Le plus grand succès récent de Phan Thi Vang Anh est un recueil de chroniques, qui n'est pour l'heure disponible qu'en vietnamien.



Chris Stowers / Panor / Strates



Une fenêtre ouverte sur d'autres cultures



Depuis des années, la promotion culturelle de la DDC réserve aux films une place toute particulière. Le fonds suisse Visions Sud Est, qu'elle cofinance, ne se contente pas d'accorder des subventions à la création d'œuvres audiovisuelles, il garantit aussi leur projection en Suisse dans des festivals, des cinémas et des écoles. De Gabriela Neuhaus.

Deux fois par année, en octobre et en mai, des messagers de DHL, Fedex, TNT ou autres transporteurs de courrier express, se pressent au Limmatauweg, à Ennetbaden (AG), siège de Visions Sud Est. Ils apportent des enveloppes et des paquets venus d'Amérique latine, d'Afrique, d'Asie et d'Europe de l'Est. Si ceux-ci diffèrent par leur forme, leur poids et leur allure, ils ont toutefois une chose en commun : chacun des quelque 80 envois contient un projet de

film et une demande d'aide financière.

À la dernière minute

Dunia, un long métrage aussi poétique que courageux, est l'une des premières productions à avoir bénéficié de l'aide du fonds en 2005. La cinéaste Jocelyne Saab, née au Liban, y aborde des sujets sensibles comme l'excision et le rôle de la femme dans la ville du Caire aujourd'hui. Controversé en Égypte et décrié par les isla-

mistes, ce film a suscité un véritable concert d'éloges en Occident. En 2006, il a remporté le prix du public au Festival international de films de Fribourg. Depuis, *Dunia* a été présenté dans d'autres festivals et diffusé dans les cinémas. Le fonds Visions Sud Est a accordé à *Dunia* une aide de 20 000 francs. Il a dû envoyer l'argent directement au laboratoire, afin d'assurer l'achèvement de cette coproduction libano-égypto-française, dont le budget

total a dépassé 2 millions de francs. Le laboratoire avait en effet refusé de poursuivre le travail jusqu'à l'arrivée de ressources complémentaires. Un autre film a été sauvé in extremis grâce au soutien que Visions Sud Est a accordé à sa finition : *Opéra Java*, du réalisateur indonésien Garin Nugroho. Cette comédie musicale s'inspire d'un épisode du Ramayana, épopée légendaire indienne. Elle a déjà été projetée dans divers festivals, dont celui de Venise, et la



Dunia

Opéra Jawa



critique l'a saluée comme « le premier film d'opéra d'Asie ». Pourtant, l'œuvre a failli ne jamais voir le jour : « Dans ce cas, notre intervention a été décisive », déclare Walter Ruggie, directeur de Visions Sud Est. « Sans notre soutien, le film n'aurait pas pu être terminé à temps. »

Des critères clairement définis

Le fonds, créé en 2004, est en majeure partie financé par la DDC. En 2006, celle-ci a alloué un montant total de 370000 francs à la promotion de films du Sud et de l'Est. Pour pouvoir solliciter de Visions Sud Est un soutien à la production ou à la postproduction, un projet est tenu de respecter des critères très précis : la réalisatrice ou le réali-

sateur doit être originaire d'un pays du Sud ou de l'Est, ou alors la demande de financement doit provenir d'une société de production sise dans l'une de ces parties du monde. Par ailleurs, la durée minimale de l'œuvre prévue est fixée à 70 minutes. Le jury suisse fixe également d'autres exigences qui s'appliquent à toute production destinée à être diffusée dans les salles de cinéma. Des films, comme ceux qui bénéficient d'une aide de Visions Sud Est, sont produits pour le marché international. À cet égard, la scène cinématographique est relativement dynamique en Europe. De nombreux festivals, studios et plateformes s'intéressent aux productions indépendantes provenant de pays en développement ou en transi-

tion. La majeure partie des films soutenus par Visions Sud Est voit donc le jour dans le cadre de collaborations avec d'autres sociétés de coproduction et donateurs occidentaux. Les réalisateurs naviguent souvent entre deux mondes. On les rencontre plus facilement à Paris ou à Londres qu'au Liban ou en Inde. Malgré tout, l'objectif primordial du fonds est de promouvoir l'industrie cinématographique de l'Est et du Sud (dans la mesure où elle existe), en appuyant des projets de qualité provenant de ces pays.

Exigence de professionnalisme

Le délai pour déposer une demande échoit deux fois l'an, à fin octobre et à fin mai. Parmi la

multitude de projets qui lui sont soumis, le fonds en sélectionne quatre à six. Il accorde une subvention maximale de 50000 francs aux longs métrages et de 20000 francs aux documentaires. Le choix des bénéficiaires se fonde sur divers critères. Pour Walter Ruggie, il est essentiel que le projet soit cohérent et pris en charge par des sociétés de production capables de garantir professionnalisme et continuité : « Nous ne voulons pas financer totalement un projet. Mais lorsque nous sommes en mesure d'accorder une contribution importante, nous préférons choisir un film qui ne nous donne pas l'impression d'être déjà entièrement financé par d'autres, quelles que soient ses qualités. » Les éléments pris en compte



varient d'ailleurs d'un projet à l'autre. Au printemps 2006, Olga Nakkas a présenté à Visions Sud Est son projet de film documentaire *Lebanon Year Zero*. En racontant le destin de plusieurs femmes, elle voulait illustrer l'espoir qui sous-tendait la reconstruction du Liban. «Lorsque nous avons examiné ce projet en été 2006, le Liban était à nouveau en guerre. La destruction du pays a réduit à néant la raison d'être du film», se souvient Walter Ruggie. La réalisatrice a alors réécrit son scénario pour y intégrer les derniers événements. «Un projet passionnant que nous avons tout de suite décidé de soutenir», raconte Walter Ruggie. Il espère que la première de *Lebanon Year Zero* sera présentée à Nyon, durant le festival Visions

du Réel 2007. Son vœu pourrait être exaucé, à condition que le film soit achevé d'ici là.

Un média universel

Le fonds ne se contente pas d'offrir aux films un appui financier. Il leur garantit aussi d'être projetés en Suisse. Les trois fondateurs et membres du jury s'en portent garants. Chacun d'entre eux représente une institution qui s'est donné pour tâche de diffuser des films du Sud et de l'Est: le responsable du fonds, Walter Ruggie, dirige aussi Trigon-Film, qui distribue depuis 19 ans des films du Sud et de l'Est en Suisse et en Europe; Martial Knaebel est le directeur artistique du Festival international de films de Fribourg, une manifestation exclusivement dédiée à des films

qui traitent de thèmes liés au Sud et à l'Est; Jean Perret dirige le festival Visions du Réel, à Nyon. Tout comme Visions Sud Est, ces trois institutions sont cofinancées par la DDC. Parmi les demandes de soutien adressées jusqu'ici à Visions Sud Est, une grande partie sont venues d'Amérique latine, un continent qui possède depuis longtemps sa propre culture cinématographique. Depuis la création du fonds jusqu'à l'automne 2006, dix longs métrages et quatre documentaires ont reçu un appui financier. Tournés en Argentine, au Chili, en Chine, au Kirghizistan ou en Afrique du Sud, ces films parlent des gens qui vivent dans ces pays. Lorsqu'on évalue un projet, la question n'est pas de savoir s'il

est «eurocompatible», souligne Walter Ruggie. «Pour moi, le cinéma est un média universel. Si quelqu'un a quelque chose à raconter et qu'il maîtrise quelque peu l'art du récit, son film fonctionnera partout et sera compris partout.» Parce que les films interpellent directement le spectateur sur le plan visuel et auditif, ils suscitent, plus que tout autre média, des réactions aussi bien émotionnelles qu'intellectuelles. Voilà pourquoi la DDC est persuadée que les films sont un moyen idéal pour jeter des ponts, révéler l'humanité des hommes et favoriser la compréhension d'autres cultures. ■

(De l'allemand)



Salsa stimulante

(er) Dans leur studio de New York, les producteurs Boncana Maïga (Mali) et Ibrahima Sylla (Côte d'Ivoire) ont créé en 1992, avec des musiciens d'Afrique occidentale et des Caraïbes, le groupe afro-latino Africando (« Afrique unie » en wolof, « africaniser » en espagnol). Leur musique fait maintenant danser les amateurs de salsa du monde entier. À travers des concerts et plus de deux millions d'albums vendus, elle incarne désormais l'afro-salsa. C'est un mélange re-africanisé de groove latino (rumba, son, timba, charanga, conjunto libre...), avec une touche du swing urbain propre à la salsa. Les ingrédients: pulsations de la section rythmique, accents subtils des instruments à cordes, perles de piano, majesté chatoyante des cuivres et – en solo ou en chœur – sonores voix d'hommes aux inflexions romantiques. Le septième CD du groupe, *Ketukuba*, est un hommage à Gnonnas Pedro, décédé en 2004. Le chanteur béninois a été un des piliers d'Africando pendant près de dix ans. Cet album, qui signe l'arrivée d'une nouvelle génération d'interprètes, séduira les « salsaholics » et autres passionnés.

Africando: « *Ketukuba* »
(Syllart/RecRec)

Tableaux sonores de Curaçao

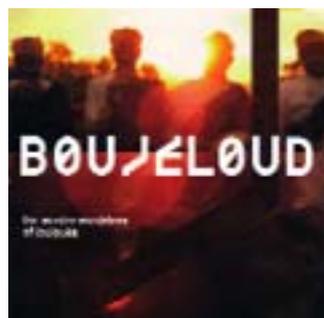
(er) Curaçao, une île des Antilles néerlandaises située au large de la côte vénézuélienne, est un

creuset où se fondent les cultures africaines, européennes et antillaises. Cela transparaît dans sa musique, que l'on n'entend d'ailleurs pas souvent en Europe. C'est là que la chanteuse Izaline Calister a ses racines. Domiciliée aujourd'hui aux Pays-Bas, elle est connue pour avoir succédé à Angélique Kidjo dans le groupe Pili Pili et en tant que membre du groupe culte Dissidenten. Elle présente, avec son groupe et des musiciens invités, des tableaux sonores de sa terre natale. Salsa antiyana, tumba, zouk, merengue, calypso carnavalesque, valse ou ballades antillaises sont interprétés tantôt avec une virtuosité échevelée, tantôt avec une douceur tout aussi impressionnante. Joyeux ou mélancolique, chaque thème est développé par le timbre cristallin d'une voix aux subtiles nuances. Et on se laisse emporter par le « Kanta Helele » (chante avec moi, réjouis-toi) auquel nous invite l'artiste.

Izaline Calister: « *Kanta Helele* »
(Network/Musikvertrieb)

Rites dédiés au dieu Pan

(er) Ces couleurs polytonales sont au premier abord presque trop bariolées pour des oreilles habituées aux belles harmonies. On subit pourtant la fascination des vagues successives de tambourinements sombres et sourds, tandis que les sons chauds de la flûte de bambou ou les envolées vibrantes des bois s'entremêlent avec des changements de tempo et des finales suspendues dans le



temps. Cette magie anarchique et hypnotique vient d'un village de 500 âmes, dans le massif du Rif, au nord du Maroc. Mais les Master Musicians of Joujouka ne sont pas un orchestre villageois. Ils appartiennent à l'élite des interprètes de musiques rituelles. Leurs ancêtres, venus de Perse aux 9^e et 10^e siècles, étaient les musiciens de cour des sultans marocains. Ce jeu envoûtant du mysticisme soufi a séduit quantité d'écrivains et d'expérimentateurs sonores – notamment William S.

Burroughs, Brian Jones ou Ornette Coleman. Peut-être a-t-il aussi une facette païenne. Toujours est-il que le groupe actuel célèbre Boujeloud, déité de la fertilité, mi-chèvre mi-homme, qui correspond au dieu Pan de l'Antiquité.

The Master Musicians of Joujouka:
« *Boujeloud* » (Sub Rosa/RecRec)

Films de fiction pour les écoles

Matériel didactique La fondation trigon-film ne fait pas que distribuer d'excellents documentaires du Sud et de l'Est dans les cinémas et sur DVD. À titre d'essai, elle a également choisi de présenter sur DVD trois films de fiction, assortis de commentaires didactiques. Trigon-film facilite ainsi le travail des enseignants et les incite à recourir également au cinéma dans leur enseignement. *Beijing Bicycle*, du Chinois Wang Xiaoshuai, *Una casa con vista al mar*, du Vénézuélien Alberto Arvelo, et *Dôlè*, du Gabonais Imunga Ivanga, sont les trois premiers titres accompagnés d'un abondant matériel pédagogique à l'intention des écoles. On y découvre la Chine et la ville olympique de 2008 vues par deux adolescents du pays, puis les rudes conditions de vie des paysans dans les Andes vénézuéliennes, au cours d'un voyage qui soulève des questions sur la

Service

propriété foncière; enfin, on fait un détour par Libreville pour suivre un groupe de garçons qui se livrent à une petite délinquance assez naïve, parfois même drôle. Ces trois films ont été sélectionnés par des enseignants dans la collection de trigon-film. Une pédagogue a établi la documentation destinée aux écoles.

Renseignements et commandes :
tél. 056 430 12 30 ou
www.trigon-film.org

Réfléchir et agir

(dg) La 15^e édition des Journées du film Nord-Sud se déroule dès fin février à Lucerne, Bâle, Zurich, Berne, Nyon et Thuisis. Le service Films pour un seul monde présente dans les salles prévues dix nouveaux documentaires et films de fiction,



recommandés pour leur valeur didactique : ils favorisent une perspective globale, incitent à une réflexion en réseau et encouragent à agir. Ces films évoquent notamment l'intégration en Suisse, une réussite due au microcrédit au Bangladesh, la lutte pour légaliser le travail des enfants au Pérou ou le quotidien familial peu spectaculaire en Haïti et au Cambodge. Le programme comporte deux films inédits, *O grande bazar* et *Nima*. Le premier raconte avec légèreté la vie quotidienne au Mozambique; on est impressionné par la créativité des deux garçons qui en sont les acteurs principaux. Le second film est consacré à Nima, une adolescente somalienne pleine de vivacité; il montre que l'égalité

des chances pour les filles est une clé essentielle de la lutte contre la pauvreté et du développement durable.

Lieux et programme :
www.filmeeinenewelt.ch

Périple d'un tee-shirt

(bf) Quel est l'itinéraire d'un tee-shirt jusqu'au moment où il est mis en vente dans un magasin? Que devient-il après avoir été jeté dans un conteneur de vêtements usagés? Pietra Rivoli, professeure en économie, a fait ce voyage avec son tee-shirt, depuis les champs de coton du Texas jusqu'aux marchés aux puces tanzaniens, en passant par les fabriques de textiles de Shanghai. Son livre passionnant – qui n'est pas traduit en français – met en lumière la complexité du commerce mondial. Il décrit comment les planteurs de coton américains se défendent contre les importations massives en provenance de la Chine, comment les tee-shirts de Shanghai arrivent tout de même dans les ports des États-Unis. Il montre également dans quelles conditions – mais aussi pour quelles nouvelles libertés – des femmes travaillent dans les usines textiles chinoises. En introduction, l'auteure promet d'expliquer l'économie mondiale en prenant l'exemple d'un produit d'usage courant. Et elle tient parole. Son ouvrage décrit de manière très vivante les différents acteurs et fournit des informations aisément compréhensibles, depuis l'histoire de l'économie jusqu'au processus de mondialisation.

Pietra Rivoli : *«The Travels of a T-Shirt in the Global Economy»*, John Wiley & Sons, 2005

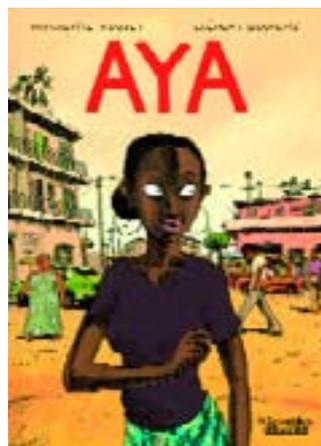
Le travail des femmes

(bf) Porteuses de fagots en Thaïlande, potières en Inde ou commerçantes sur les marchés du Ghana... Dans les pays en développement, les femmes ne

sont pas seulement responsables du ménage, des contacts sociaux et de l'éducation des enfants. Nombre d'entre elles travaillent quotidiennement aux champs, sur les marchés ou en usine. Robert Schmid leur consacre un album de photos, intitulé *Frauenarbeit in der Dritten Welt* (le travail des femmes dans le tiers monde). Géographe spécialisé dans les questions économiques, professeur de gymnase et photographe, Robert Schmid a également travaillé au Népal et aux Philippines en tant qu'expert de la DDC. Il a étudié en profondeur la problématique du travail dans les pays en développement. Les 195 photos en couleurs de cet ouvrage, publié à compte d'auteur, illustrent la vie des femmes sous l'aspect du labeur. Elles sont entremêlées de textes racontant 19 destins particuliers. Robert Schmid : *«Frauenarbeit in der Dritten Welt»*. Commandes : 3wimage edition, Erzbergweg 13, 5018 Erlinsbach, tél. 062 844 33 67, schmid-sandherr@3wimage.com

«Gazer» ou étudier?

(bf) On oublie trop souvent que l'Afrique, ce n'est pas seulement la pauvreté, la famine, le sida et la guerre. Ce continent connaît aussi une réalité quotidienne tout à fait normale. La bande dessinée *Aya de Yopougon* nous parle justement de la vie de tous



les jours, avec ses amours, ses amitiés, ses problèmes de formation, etc. L'histoire se situe en Côte d'Ivoire à la fin des années 70, un pays de contrastes entre riches et pauvres, un pays où une jeune fille comme Aya a peu de chances de réaliser ses rêves.

Âgée de 19 ans, Aya vit dans le quartier tranquille de Yopougon à Abidjan. Contrairement à ses deux copines, qui préfèrent «gazer» (faire la noce) dans les bars branchés, elle se consacre à ses études; elle veut devenir médecin. Cette histoire pleine d'ambiance et d'humour a été écrite par l'Ivoirienne Marguerite Abouet et illustrée par le Français Clément Oubrerie. Elle a reçu en 2006 le prix du meilleur premier album au Festival de la BD d'Angoulême.

Marguerite Abouet et Clément Oubrerie : *«Aya de Yopougon»*, Éditions Gallimard, 2005

La vie est un rêve

(gn) John Ampan a mis cinq ans pour arriver en Europe depuis son Ghana natal. Il a été déporté, dévalisé, abandonné dans un désert, jeté en prison. Cela se passait dans les années 90. Le voyage des migrants est devenu aujourd'hui encore plus dangereux et plus difficile. Cela ne décourage pourtant pas les milliers d'Africains qui prennent le chemin de l'Europe. Qu'est-ce qui les pousse? Que laissent-ils derrière eux, que peuvent-ils espérer? C'est à ces questions que tente de répondre le journaliste allemand Klaus Brinkbäumer, dans son ouvrage *Der Traum vom Leben* (en allemand seulement). L'auteur et un photographe ont d'abord accompagné John Ampan à Accra, où celui-ci a retrouvé sa femme et ses trois enfants, qu'il n'avait pas vus depuis quatorze ans. Après cette brève et émouvante rencontre,

les trois hommes ont suivi l'itinéraire principal des réfugiés vers le Nord, à travers sept pays africains. Klaus Brinkbäumer décrit des situations et des destinées bouleversantes, qui soulèvent bien des questions. Ce passionnant récit de voyage, écrit dans un style alerte, parle d'espoir mais aussi de désespoir. Il livre quelques aperçus révélateurs de la mentalité africaine et de la politique européenne. Klaus Brinkbäumer: «*Der Traum vom Leben. Eine afrikanische Odyssee*», S. Fischer Verlag GmbH, Frankfurt, 2006

Voix de Tchétchénie

(bf) Cela fait douze ans que la Tchétchénie est en guerre et personne ne s'y intéresse. C'est du moins ce que ressentent les auteurs qui évoquent ce conflit occulté dans l'anthologie *Des nouvelles de Tchétchénie*. Des écrivains tchéchéniens et russes, connus ou non, décrivent les multiples formes de violence engendrées par cette guerre épouvantable: villages entiers assiégés, dégradation des mœurs, affaires louches, menace de génocide, viols, pillages. Les thèmes abordés sont très variés. Ils vont de la souffrance collective, qui met en cause les relations avec les Russes et la Russie, aux moments d'intimité qui voient fleurir des sentiments tendres au milieu de l'horreur omniprésente. Ce livre courageux donne une voix aux auteurs, qui sortent ainsi de l'ombre de la guerre. Les textes

montrent qu'une cohabitation serait tout à fait possible entre Russes et Tchétchéniens. «*Des nouvelles de Tchétchénie*», Éditions Paris-Méditerranée, 2005

La montée des eaux

(jls) Tandis que des ouvriers chinois se relayaient nuit et jour pour ériger un gigantesque mur de béton sur le fleuve Yangtsé, d'autres démolissaient les milliers d'immeubles situés en amont. Entre 2003 et 2006, le photographe jurassien Pierre Montavon a visité le chantier du barrage des Trois-Gorges et les localités destinées à être inondées. Son reportage vient de paraître, sous le titre *Le fleuve muré*. La première partie de l'ouvrage illustre la présence massive de ce gigantesque ouvrage hydraulique. Une deuxième série de clichés témoigne des bouleversements humains et sociaux engendrés par le remplissage du bassin de retenue: la démolition de tous les bâtiments situés au-dessous du niveau futur de l'eau et le déplacement de 2 millions de personnes, dont bon nombre seront contraintes à l'exil. D'autres



images montrent les villes nouvelles, construites en très peu de temps pour reloger une partie de la population. Les photos sont accompagnées de textes écrits par le journaliste Frédéric Koller, qui aborde la question par le biais historique, politique, social et écologique.

Pierre Montavon et Frédéric Koller: «*Le fleuve muré*», Cadrat Éditions, Genève, 2006

La révolution industrielle chinoise

(bf) Actuellement, la Chine représente le marché dynamique par excellence. Elle apparaît comme la nouvelle superpuissance. Il est impossible d'ignorer les effets de cette évolution sur l'économie mondiale et sur l'environnement. L'album *China*, d'Edward Burtynsky, illustre de manière impressionnante l'essor de l'Empire du Milieu. Ce photographe canadien d'origine ukrainienne a visité les lieux où naissent les produits chinois qui partent à l'assaut du marché mondial. Ses photos, tout à la fois fascinantes et inquiétantes, témoignent d'un bouleversement aux proportions gigantesques. Edward Burtynsky a également photographié le barrage des Trois-Gorges, le plus grand chantier du monde. Il a visité des villages dédiés exclusivement au recyclage de déchets électroniques, de plastique et de vieux métaux. D'autres clichés montrent d'immenses halles de fabrication, où des dizaines de milliers d'ouvriers produisent de



la quincaillerie, des chaussures de sport, ou conditionnement de la viande de poulet. Les œuvres de Burtynsky sont exposées dans nombre de collections et de musées importants à travers le monde.

Edward Burtynsky: «*China*», Verlag Steidl, 2006

Les spécialistes du DFAE viennent à vous

Divers Souhaitez-vous obtenir des informations de première main sur la politique étrangère? Les spécialistes du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) sont à la disposition des écoles, des associations et des institutions, pour présenter des exposés et animer des débats sur de nombreux sujets de la politique étrangère. Le service de conférences est gratuit. Il ne peut toutefois offrir ses prestations qu'en Suisse et 30 personnes au moins doivent participer à la manifestation.

Informations: Service de conférences du DFAE, Service d'information, Palais fédéral ouest, 3003 Berne; tél. 031 322 31 53 ou 031 322 35 80, fax 031 324 90 47/48, info@eda.admin.ch

Impressum

«Un seul monde» paraît quatre fois par année, en français, en allemand et en italien.

Editeur:

Direction du développement et de la coopération (DDC) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)

Comité de rédaction:

Harry Sivec (responsable)
Catherine Vuffray (coordination globale) (vuc)
Joachim Ahrens (ahj)
Thomas Jenatsch (jtm)
Jean-Philippe Jutzi (juj)

Antonella Simonetti (sia)
Andreas Stauffer (sfx)
Beat Felber (bf)

Rédaction:

Beat Felber (bf-production)
Gabriela Neuhaus (gn) Maria Roselli (mr)
Jane-Lise Schneeberger (jls) Ernst Rieben (er)

Graphisme: Laurent Cocchi, Lausanne

Photolitho: Mermod SA, Lausanne

Impression: Vogt-Schild Druck AG, Derendingen

Reproduction:

Les articles peuvent être reproduits, avec mention de la source, à condition que la rédaction ait donné son accord. L'envoi d'un exemplaire à l'éditeur est souhaité.

Abonnements:

Le magazine peut être obtenu gratuitement (en Suisse seulement) auprès de: DDC, Médias et communication, 3003 Berne, Tél. 031 322 44 12 Fax 031 324 13 48 E-mail: info@deza.admin.ch www.ddc.admin.ch

Imprimé sur papier blanchi sans chlore pour protéger l'environnement

Tirage total: 55 500

Couverture: Kinshasa, République démocratique du Congo; Torfinn / laif

ISSN 1661-1675

Dans le prochain numéro :

Développement et culture : ces deux domaines connexes sont aussi multiples et imprévisibles l'un que l'autre. Notre dossier présente le rôle de la culture, au sens large, dans la coopération au développement. Les activités incluent la sensibilisation au sida par le théâtre, la promotion de cultures indépendantes et le soutien au dialogue interculturel.



Redux / ifaf



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

**Direction du développement
et de la coopération DDC**